

# **MONDIALISATION et PARTICULARISMES**

## **ELEMENTS DE CRITIQUE**

**Samir Amin, Marc-Alain Berberat,  
Maurice Bertrand, Robert Cadotte,  
Driss Dadsy, Jean Hénaire,  
Abraham Magendzo, Diane Savard.**

**CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION A L'ENSEIGNEMENT  
DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA PAIX**

**CIFEDHOP**

**Collection  
Thématique**

**N°3**

**Sous la direction de  
Jean Hénaire**

**Juin 1995**

Centre international de formation à l'enseignement  
des droits de l'homme et de la paix  
CIFEDHOP

## **MONDIALISATION ET PARTICULARISMES**

ELEMENTS DE CRITIQUE

TEXTES DE

**SAMIR AMIN, MARC-ALAIN BERBERAT,  
MAURICE BERTRAND, ROBERT CADOTTE,  
DRISS DADSI, JEAN HENAIRE,  
ABRAHAM MAGENDZO ET DIANE SAVARD**

SOUS LA DIRECTION DE JEAN HENAIRE

GRACE AU SOUTIEN DE LA  
DIRECTION DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT  
ET DE L'AIDE HUMANITAIRE  
DU DEPARTEMENT FEDERAL DES AFFAIRES ETRANGERES  
BERNE, SUISSE

**CIFEDHOP**  
5, RUE DU SIMPLON, CH-1207 GENEVE  
Tel.: (22) 735 24 22; télécopieur: (22) 736 48 63

**Les articles paraissant dans la collection Thématique  
expriment l'opinion de leurs auteurs  
et non pas nécessairement celles du Cifedhop.**

**CIFEDHOP, Genève, 1995  
Tous droits réservés  
ISBN 2-97900094-0-4**

## Table des matières

Avant-propos Monique Prindeviz .....	5
■ Mondialisation et particularismes Les conditions d'une relance du développement Samir Amin .....	9
■ Mondialisation de l'économie Les enfants ne sont-ils pas au cœur de la fracture socio-économique et culturelle? Marc-Alain Berberat .....	33
■ Mondialisation et sécurité collective La construction progressive de la paix, les droits de l'homme et les médias Maurice Bertrand .....	51
■ Nouvel ordre économique international, développement et mondialisation L'impasse d'une revendication Driss Dadsî .....	59
■ En marge de la mondialisation Monopole de la réalité et pouvoirs réels de changement Jean Hénaire .....	67
■ Mondialisation et droits de l'homme Perspectives et stratégies du point de vue de l'Amérique latine Abraham Magendzo .....	83
■ Mondialisation de la culture impériale Jeunes face aux héros de l'écran Diane Savard et Robert Cadotte .....	103

*En hommage  
à Jacques Mühlethaler  
Fondateur du CIFEDHOP*

*Remerciements*

*Nos sincères remerciements vont à Marc Gourlé et à Véronique Truchot de l'équipe pédagogique, à Lucie Nkaké et à Françoise Chételat qui ont respectivement assuré l'enregistrement des débats des tables rondes, la transcription et l'analyse de textes d'auteurs et la révision de l'ensemble des textes de cette publication.*

# AVANT-PROPOS

par

**Monique**

**PRINDEZIS**

La thématique de la 12ème Session, conçue par les équipes pédagogiques anglophone, francophone et hispanophone du CIFEDHOP, a soulevé des questions relatives à la mondialisation et aux particularismes. Ont été ainsi abordés des sujets tels que les effets de la mondialisation de l'économie sur le droit à l'éducation, les valeurs universelles et la diversité culturelle, la nature, le rôle et l'importance des communications à l'âge planétaire.

A l'issue d'une session qui, aux dires des participants, des animateurs et des intervenants, fut tout aussi passionnante qu'enrichissante, Jean Hénaire, Directeur des publications au Cifedhop, a dirigé ce troisième numéro de la collection *Thématique*. Concis et substantiels, riches en références, les articles qui vous sont proposés appellent à la rigueur de l'analyse et au débat d'idées. Ils intéresseront les lecteurs à la recherche de réflexions sur les choix éducatifs et sociaux à venir.

L'ensemble des questions abordées a répondu largement aux préoccupations des enseignants et des enseignantes qui s'interrogent sur les effets de la mondialisation sur le présent et l'avenir des valeurs transmises par l'école, au sens large du terme. Les aspects de ce phénomène ont été traités sous les angles juridiques, sociologiques, philosophiques, économiques, politiques et pédagogiques. Cette pluralité d'analyse vous apparaîtra à la lecture des textes qui suivent.

Cette production participe à l'atteinte des objectifs du Cifedhop au chapitre de ses activités en matière d'éducation aux droits de l'homme et à la paix et de pédagogies adaptées facilitant le travail des enseignants dans ces domaines. La contribution du Centre au respect, à la promotion ainsi qu'à la défense des droits de l'homme et de la paix dans le monde lui mérite la reconnaissance de la communauté internationale. Son rayonnement est le fruit d'un long et patient travail pour lequel son fondateur, Jacques Mühlethaler, a joué un véritable rôle de pionnier. Grâce à ses idées audacieuses, il a fortement contribué à rassembler pédagogues, juristes et autres spécialistes autour d'un projet généreux qui fait aujourd'hui le succès du Centre. Nous lui dédions cette publication pour honorer sa mémoire. ■

**Samir Amin**

Economiste – Directeur, Bureau africain du Forum du tiers-monde, Dakar. L'auteur dirige un important projet de recherche qui porte sur les représentations des populations du Sud à l'égard du Nord.

**Marc-Alain Berberat**

Psychopédagogue – Ancien Secrétaire général, Défense des Enfants-International (organisation internationale non gouvernementale, Genève).

**Maurice Bertrand**

Ancien inspecteur, Corps d'inspection des Nations Unies - Spécialiste du système onusien, l'auteur s'intéresse particulièrement à la question de la sécurité collective.

**Driss Dadi**

Economiste – Spécialiste de la question maghrébine; Consultant dans le domaine de l'éducation aux droits de l'homme .

**Jean Hénaire**

Chercheur en Sciences de l'éducation. – Directeur des publications du Cifedhop et Vice-président de l'Association mondiale pour l'Ecole instrument de paix, Genève.

**Abraham Magendzo**

Chercheur, rattaché au Programme interdisciplinaire de recherches en éducation de Santiago, au Chili.

**Diane Savard et Robert Cadotte**

Membres du collectif montréalais Pacijou, organisme spécialisé dans l'analyse de la culture consommée par les jeunes et la production de matériels pédagogiques destinés aux enseignants et aux parents.



# Mondialisation et particularismes

## Les conditions d'une relance du développement

par  
**Samir  
Amin**

Le *développement* n'est plus à l'ordre du jour : les gouvernements des pays de l'Ouest s'occupent en priorité de *gérer la crise*, ceux de l'ex-Est de se reconverter au capitalisme du marché, ceux de l'Amérique du Sud et des mondes africain et arabe sont soumis à la priorité du service de leur dette extérieure. Il reste que les pouvoirs de l'Asie en développement continuent à se préoccuper principalement de soutenir leur croissance économique accélérée, en Chine, en Asie orientale (Taiwan, Corée) et du Sud-Est, en Inde à un degré plus modeste.

Pourtant, pendant les trois premières décennies de l'après-seconde guerre mondiale, le développement avait bien été la préoccupation majeure de tous les régimes et les succès enregistrés à cet endroit non négligeables. Ces succès reposaient sur l'efficacité des trois projets en vigueur à l'époque : le projet du *Welfare State* en Occident développé; celui du soviétisme à l'Est; celui de la modernisation accélérée des pays non alignés (ce groupe de *Bandoung* - l'Asie et l'Afrique) et de l'Amérique latine (*le desarrolismo*). Tous ces projets avaient en commun qu'ils opéraient dans le cadre d'une économie nationale autocentrée ou s'assignaient l'objectif de la construire (pour tous les pays de l'Est et du Sud). Ils différaient par

la conception de leur rapport à l'économie mondiale (l'interdépendance) : conception ouverte (l'atlantisme sans rivage, la construction européenne) pour les pays de l'Ouest développé, ouverture négociée pour les pays nationalistes radicaux du Sud, quasi-autarcie pour les pays de l'Est. Ils différaient également par la nature des hégémonies sociales promouvant le développement en question (compromis historique capital-travail des social-démocraties opérant dans le cadre des Etats-nations de l'Ouest, populismes à prétention marxiste ou socialiste spécifique, bourgeoisie locale néocoloniale, etc.) et par les moyens politiques mis en oeuvre (démocratie électorale pluraliste, dictature du parti unique). Cette diversité, pour laquelle on trouvait une légitimité dans la reconnaissance de la diversité des conditions héritées de l'histoire (une évidence plate incontestable par elle-même), ne doit pas faire oublier la similitude profonde des objectifs finaux (le bien-être matériel par le développement, le renforcement de la position de la Nation dans le monde) en dépit des conceptions plus ou moins égalitaires – ou pas – de la répartition du revenu.

## Nouvelle conjoncture

L'approfondissement de la mondialisation assumée ou refusée au cours de ces trente glorieuses a progressivement rongé l'efficacité des gestions de la modernisation par l'Etat national en même temps qu'apparaissent des dimensions nouvelles du problème, mondiales d'emblée (le défi de l'environnement à l'échelle planétaire). Le système mondial est alors entré dans une phase de crise structurelle à partir de 1968 -1971, crise dont il n'est pas sorti, s'exprimant par le retour massif et tenace du chômage en Occident accompagnant l'affaiblissement de la croissance, l'effondrement des régimes du soviétisme, de graves involutions dans certaines régions du tiers-monde

généralement accompagnées par un endettement extérieur insupportable. Par contre, l'Asie de l'Est entre à la même époque dans une période de forte accélération de sa croissance.

L'après-guerre 1945 – 1990 a été certainement caractérisée par une forte hostilité entre les différentes parties du monde : les guerres froides Ouest-Est, les conflits Ouest-bloc de Bandoung. Néanmoins, en dépit de ces conflits, le développement a été général et d'une certaine manière plus rapide dans les pays de l'Est et du Sud, alimentant par là même la thèse de *rattrapage* possible.

En fait, la généralisation de la croissance était le produit commun d'une évolution politique favorable aux nations pauvres et aux classes populaires d'une manière générale, au détriment de la logique unilatérale du capital. Je souligne fortement ce fait, très généralement omis dans les explications (partielles) du *boom* (ou des *booms*) de l'après-guerre. La défaite du fascisme avait en effet bouleversé les rapports de force dans toutes les sociétés du monde, et entre elles. En Occident, elle avait créé un rapport de force considérablement plus favorable aux classes ouvrières qu'il ne l'avait jamais été dans l'histoire du capitalisme.

Ce rapport nouveau constitue la clé qui permet de comprendre ce que l'on a appelé le *Welfare State*, le compromis historique capital-travail que l'école dite de la régulation a qualifié de *fordisme* (une qualification douteuse pour qui se souvient que le *fordisme* s'était constitué aux États-Unis avant – et ensuite contre – le *New Deal* rooseveltien). J'ai insisté sur cette donnée politique fondamentale, sous-estimée dans les analyses dominantes qui laissent trop entendre que le capital chercherait - presque naturellement - le compromis avec le travail. La victoire de l'Union soviétique et la révolution chinoise ont également créé des conditions internes et internationales stimulant le développement

des pays de l'Est et, par contrecoup, de ceux de l'Ouest (en obligeant précisément le capital à fonctionner dans le cadre du compromis historique social-démocrate). Le débat sur la nature sociale de ce développement - socialiste ou non - et ses contradictions internes à l'origine de son épuisement puis de son effondrement ne doivent pas faire oublier l'effet stimulant de la compétition politique Ouest-Est, renforcé à son tour par les dépenses militaires américaines (dont j'ai souligné le rôle décisif dans l'exécution du compromis du *Welfare State*). Simultanément, la montée des mouvements de libération dans le tiers-monde, la liquidation de la colonisation et la capacité des régimes issus de leurs victoires à mobiliser à leur profit les conflits Est-Ouest ont favorisé la croissance des économies du Sud, prodigieuse par beaucoup de ses aspects.

Les trois piliers érigés sur la base de la victoire des peuples contre le fascisme et sur lesquels reposait le développement ont été progressivement érodés par le fait même des limites que leur contenu de classe leur imposait : limites du compromis social-démocrate, ambitions des bourgeoisies *soviétiques* et de celles du tiers-monde. Ces limites internes, rendues visibles par les effets contraires à la logique nationale des développements déployés dans leur cadre, et que l'approfondissement de la mondialisation impliquait, sont à l'origine du retournement brutal de la conjoncture politique au cours des années '80. Rappelés brièvement plus haut, analysés plus en détail ailleurs, ces effondrements - du *Welfare State* occidental, du soviétisme, du projet nationaliste du tiers-monde - ont mis un terme à ce que j'appelle *l'ère de l'antifascisme d'après-guerre* qui contraignait le capital à opérer dans le cadre de compromis relativement favorables aux peuples.

Ainsi ont été recréées des conditions favorables à la mise en oeuvre de la logique unilatérale du capital. Or cette logique ne crée pas par elle-même la croissance,

encore moins le développement (une croissance forte accompagnée du plein emploi et de l'amélioration de la répartition du revenu en faveur des classes populaires). Fondée sur la recherche exclusive du meilleur rendement financier du capital, elle tend au contraire à générer une répartition inégale, aux échelles sociales et internationales, facteur de stagnation relative. Marx et Keynes étaient seuls à avoir compris cette logique : une leçon oubliée par le gommage progressif de l'esprit antifasciste de l'après-guerre.

## La gestion capitaliste de la crise

La société contemporaine est certainement en *crise*, si l'on convient d'appeler *crise* les situations dans lesquelles les attentes de la majorité ne peuvent être satisfaites par la logique de fonctionnement du système. Les peuples veulent le plein emploi, l'amélioration des services sociaux, la perspective de mobilité sociale, etc., d'évidence. La logique unilatérale du capital produit le chômage, la paupérisation et la marginalisation. Les nations veulent l'indépendance et la dignité. La logique du capitalisme mondialisé produit l'inverse. Les États perdent de ce fait la légitimité sur laquelle reposait leur intervention dans l'après-guerre ayant renoncé à réguler les rapports sociaux en faveur des classes populaires et à intervenir dans le champ international en faveur de la défense des intérêts nationaux. La démocratie occidentale, le soviétisme (appelé vulgairement *communisme* par ses adversaires), le national-populisme de *Bandoung* sont tous les trois en crise.

Parler de *crise du capitalisme* est une autre affaire. L'expression n'a de sens que lorsque les forces sociales populaires opposent à la logique du déploiement du capital un contre-projet cohérent et possible, comme l'étaient justement les projets de l'ère de l'antifascisme de

l'après-guerre. Or ces derniers projets, usés et dépassés, n'ont pas cédé la place à de nouvelles avancées, mais à des reculs au bénéfice de la logique unilatérale du capital. Notre période est donc loin d'être qualifiable de *crise du capitalisme*. Elle le restera tant que les réactions politiques aux conséquences sociales dramatiques du déploiement du capital resteront ce qu'elles sont : incohérentes et inefficaces.

Les pouvoirs politiques héritiers de l'effondrement des systèmes de l'après-guerre se sont placés au service de la logique du déploiement du capital d'une manière pratiquement exclusive. J'ai analysé avec quelque détail les options prises par ces pouvoirs dans des termes que j'ai qualifiés de *gestion de la crise*. Capitalisme et crise ne sont pas antinomiques; loin de là, puisque la logique unilatérale du capital génère nécessairement la crise. Laissé à lui-même, le capital ne se préoccupe donc que de *gérer la crise*, non de la dénouer. La crise s'exprime par le fait que les profits tirés de l'exploitation capitaliste ne trouvent pas de débouchés suffisants dans des investissements rentables financièrement susceptibles de développer les capacités de production. La *gestion de la crise* consiste à trouver *d'autres débouchés* à cet excédent de capitaux flottants, de manière à éviter leur dévalorisation massive et brutale, comme cela s'était produit dans les années 1930. La solution à la crise impliquerait par contre la modification des règles sociales commandant la répartition du revenu, la consommation, les décisions d'investissement, c'est-à-dire un autre projet social cohérent que celui fondé sur la règle exclusive de la rentabilité. La crise ne trouve de solution que si donc, et lorsque, les forces sociales *anti-systémiques* imposent au capital des contraintes extérieures à sa logique propre.

La gestion économique de la crise est d'abord évidemment le fait des gouvernements qui agissent sur le plan interne, propre à leur État, d'une manière qui vise systématiquement à *déréguler* comme ils qualifient eux-

mêmes leur option : affaiblir les *rigidités* syndicales, les démanteler si possible, libéraliser les prix et les salaires, réduire les dépenses publiques (notamment les subventions et les services sociaux), privatiser, libéraliser les rapports avec l'extérieur, etc. La recette est la même pour tous et sa légitimation fondée sur la même dogmatique, vague à outrance : la libéralisation *libérerait* un potentiel d'initiative *brimé par l'interventionnisme* et remettrait la machine économique sur les rails de la croissance, de surcroît ceux qui libéraliseraient plus vite et plus totalement gagneraient de ce fait une *compétitivité* renforcée sur les marchés mondiaux ouverts. Bien entendu le fait que, comme Marx et Keynes l'avaient compris, la libéralisation en question enferme l'économie dans une spirale *déflationniste* de stagnation et s'avère ingérable au plan mondial, multipliant les conflits qu'elle ne peut pas régler, est gommé au bénéfice de la répétition incantatoire que le libéralisme préparerait un développement – à venir – dit *sain*. Sur la base de quels critères jugera-t-on ce caractère? Nul ne le sait. Simultanément la légitimation des choix est renforcée par quelques propositions politiques et idéologiques elles-mêmes aussi vagues – et fausses – que les propositions avancées sur le terrain du mécanisme économique. La libéralisation économique est traitée comme si elle était synonyme de démocratie politique et toute critique qu'on lui adresse est qualifiée d'irrecevable au nom de la défense de la démocratie. Les mérites de la libéralisation économique sont vantés au nom du principe de la *transparence*, l'État étant considéré a priori comme le lieu de l'opacité (on ignore donc que l'État démocratique devrait tendre à créer les meilleures conditions de transparence) tandis que l'opacité réelle du privé, protégé par le *secret des affaires*, ne fait pas l'objet de la moindre mention. La réalité sociale et économique (les oligopoles, les rapports privés/publics, la corruption) n'est pas l'objet d'analyses scientifiques. Rarement a-t-on vu un discours idéologique pur et simple, aussi extrême qu'une dogmatique fondamentaliste peut l'être, être sans cesse

proposé (par les médias, les discours dominants, etc.) comme une évidence établie.

La mondialisation capitaliste exige que la *gestion de la crise* opère à ce niveau comme on l'a déjà dit. Cette gestion doit faire face à l'excédent gigantesque de capitaux flottants qui génère la soumission de la machine économique au critère exclusif du profit. La libéralisation des transferts internationaux de capitaux, l'adoption de changes flottants, les taux d'intérêts élevés, le déficit de la balance des paiements américaine, la dette extérieure du tiers-monde, les privatisations constituent ensemble une politique parfaitement rationnelle qui offre à ces capitaux flottants le débouché d'une fuite en avant dans le placement financier spéculatif, écartant par là même le danger majeur, celui d'une dévalorisation massive de l'excédent de capitaux. On se fera une idée de l'énormité de la grandeur de cet excédent en rapprochant deux chiffres : celui du commerce mondial, qui est de l'ordre de 3000 milliards de dollars par an et celui des mouvements internationaux de capitaux flottants, qui est de l'ordre de 80 à 100.000 milliards, soit trente fois plus important.

Je renvoie ici le lecteur aux développements que j'ai consacrés à l'analyse de la rationalité de cet ensemble de politiques de gestion de la crise. J'attire l'attention sur leur caractère parfaitement rationnel et efficace de ce point de vue, parce que la littérature critique des politiques libérales traite, en effet, en isolement chacune de ces mesures - le plus souvent tout au moins - pour en faire ressortir le caractère apparemment absurde. Mais dans le cadre de cette politique de *gestion de la crise* les institutions internationales sont instrumentalisées, pour servir notamment à contrôler les rapports Ouest-Sud et les nouveaux rapports Ouest-Est. Je renvoie ici encore aux développements que j'ai proposés à cet effet, concernant les fonctions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (imposer la libéralisation, gérer le flottement des monnaies,

soumettre les économies du tiers-monde et de l'Est à l'impératif absolu du service de la dette), comme celles du GATT qui, masqué derrière le discours libre-échangiste d'usage, s'emploie en fait à protéger les marchés contrôlés par les oligopoles transnationaux dominants. Le G7 tente de coordonner l'ensemble de ces politiques de gestion de la crise, sans toutefois parvenir à s'attaquer ni aux problèmes de fond dont la solution s'impose pour sortir de la crise, ni aux conflits d'intérêts entre les partenaires principaux qui le constituent.

## Libéralisme et néofacisme

La priorité donnée aux exigences de *gestion de la crise* générée elle-même par le triomphe sans rival de la loi du profit ne rapproche pas de la solution de celle-ci; au contraire, elle nous en éloigne chaque jour un peu plus. La crise s'est ouverte il y a plus de vingt-cinq ans, lorsque, dès la fin des années 1960 et au début des années 1970 (avant même le premier choc pétrolier de 1973), les niveaux de l'investissement productif se sont effondrés, faisant apparaître un excédent de capitaux flottants qui n'a fait que grandir depuis. Or, en dépit de la ténacité de cette stagnation, les pouvoirs successifs en place continuent à parler de *récession* et de *reprise*, c'est-à-dire à utiliser le langage de la conjoncture alors qu'il s'agit de déséquilibres structurels fondamentaux produits par le libéralisme triomphant, qu'on ne remet pas en question.

La catastrophe sociale frappe toutes les régions du monde. Dans les centres développés, elle se manifeste par une installation durable dans le chômage permanent et dans les périphéries par le blocage de la croissance, l'aggravation de la misère et des régressions tragiques.

Au plan global, la priorité à la *gestion de la crise* sacrifie allègrement les efforts qu'il faudrait

rationnellement déployer si l'on veut réellement sauvegarder l'avenir de l'environnement à l'échelle planétaire. L'idéologie et le discours dominants présentent tous ces *sacrifices* comme s'ils devaient n'être que temporaires, mais nécessaires pour reconstruire des structures efficaces permettant le redémarrage du *développement*. En fait, la soumission unilatérale à la loi du profit s'enferme fatalement dans une spirale déflationniste qui ne trouve pas de terme par elle-même. Le retournement (quand il a lieu) est toujours le produit d'un choc *externe* c'est-à-dire extérieur à la logique économique unilatérale du profit. La modification des rapports sociaux par l'action politique en faveur d'une redistribution du revenu, la guerre ou sa préparation, l'ouverture d'expansions géographiques coloniales extérieures créent des conditions favorables à une reprise de l'expansion capable alors de mettre à profit une vague de rénovations technologiques.

C'est ainsi par exemple que le renforcement de la position des classes ouvrières qui accompagnait la victoire antifasciste a créé les conditions de l'expansion des industries de masse de l'après-guerre. L'explication fréquente selon laquelle cette vague d'innovations serait à l'origine de la régulation dite *fordiste* inverse le sens de la causalité. Avec *Sweezy*, je suis de ceux (minoritaires) qui expliquent de cette manière l'histoire du capitalisme parvenant par vagues successives à transgresser sa tendance naturelle à la stagnation.

On ne sortira donc pas de la crise par la poursuite des stratégies du *libéralisme sans frontières*. Il s'agit là d'une utopie, tenace dans l'histoire du capitalisme, parce qu'elle exprime d'une manière extrême le noyau de la vision idéologique d'un *capitalisme pur*, réduit aux lois de l'accumulation commandée unilatéralement par la stricte logique du capital. Ce *libéralisme total* n'a jamais existé et les moments pendant lesquels les conditions politiques ont permis de tenter de le mettre en oeuvre ont toujours été brefs. Car il a produit nécessairement son contraire,

c'est-à-dire des réactions politiques qui, en y mettant un terme, ont modifié les rapports politiques et sociaux et créé les conditions d'une nouvelle étape d'expansion... ou de guerre ! Les idéologues du libéralisme sont viscéralement incapables de comprendre ce fait : que l'expansion était toujours associée à des pratiques limitant le projet total du libéralisme théorique, non par hasard mais par nécessité. C'est pourquoi ces idéologues *condamnent* toujours l'histoire, les États, les bourgeoisies, les peuples, parce qu'ils refusent de se plier aux exigences de la *Loi économique* de ce capitalisme imaginaire qui n'existe que dans les livres des économistes conventionnels.

L'expansion de l'après-guerre a mis quatre décennies avant d'épuiser les possibilités que lui offraient les systèmes sociaux construits sur la base de la victoire antifasciste. Mais il a suffi de quelques années pour que le projet de l'utopie libérale conduise à la catastrophe. Les tentatives de mise en oeuvre du projet utopique du libéralisme produisent toujours (on le voit déjà) les réactions politiques qui le rejettent. Mais ces réactions sont rarement, dans l'immédiat, l'expression d'un contre-projet systématique, cohérent et potentiellement efficace pour sortir de la crise. Dans un premier temps elles sont presque toujours spontanées, partielles, contradictoires et même conflictuelles. Aujourd'hui, dans un système global caractérisé par une mondialisation approfondie, ces réactions peuvent en gros être qualifiées de *protectionnistes*, prônant la fermeture partielle des frontières, le contrôle des mouvements de capitaux, différentes mesures de défense des industries – et de la propriété – nationales, parfois le *retour* au contrat social travail/capital, la réhabilitation de l'intervention de l'État, etc.

Ces réactions trouvent leur légitimation dans le renouveau du discours du nationalisme, qui glisse aisément au chauvinisme, agressif chez ceux en position de force relative, défensif chez les faibles. La pratique du

nationalisme n'est pas nécessairement inefficace, comme le prétend le discours libéral théorique. Si l'Asie a échappé jusqu'ici à la crise générale, que la croissance forte s'est poursuivie au Japon jusqu'à ces dernières années, comme en Corée et à Taiwan, qu'elle s'accélère en Chine, qu'elle se maintient, même à des taux plus modestes en Asie du Sud-Est et en Inde, comment peut-on expliquer cette *exception* ? Sans doute y a-t-il à cela des raisons multiples et complexes, opérant d'ailleurs différemment d'un pays à l'autre de cette grosse moitié de l'humanité, ne serait-ce que par le fait que les systèmes sociaux et l'héritage en termes de niveaux de développement atteints sont différents d'un pays à l'autre.

On a évoqué à ce sujet toutes les explications possibles et imaginables, y compris celles faisant une place de choix aux structures culturelles, réelles ou imaginaires (comme le débat sur le confucianisme l'illustre). J'attire simplement l'attention sur le fait que tous les pays en question ont mis en oeuvre – à des degrés divers certes – des politiques fortement marquées par le nationalisme, au sens protectionniste étatiste évoqué plus haut. Ils n'ont pas du tout fait comme l'Europe de la CEE et les États-Unis, l'Amérique latine et l'Afrique, c'est-à-dire plus ou moins mis en oeuvre les recettes du libéralisme. Ils ont plutôt fait le contraire, que ce soit dans un cadre de capitalisme avancé – le Japon – en construction rapide – la Corée – ou dans ceux du socialisme dit de marché dans la Chine de Deng Xiaoping, ou dans le cadre plus intégré d'économies du tiers-monde capitaliste – Asie du Sud-Est, Inde. A niveau de développement égal au départ, les résultats ont été d'autant plus impressionnants que les pratiques nationalistes – protectionnistes-étatistes – ont été systématiques et cohérentes. Pour quelles raisons ces pays ont-ils été capables de faire ce choix et de l'imposer ? Il y a à cette question des réponses qui doivent être nécessairement complexes, associant les préoccupations géostratégiques des États-Unis (et le

soutien exceptionnel dont ont bénéficié le Japon, la Corée, Taiwan et l'Asie du Sud-Est, en échange de leur association à la croisade anticommuniste, ouvrant un espace de tolérance au nationalisme refusé ailleurs), la taille exceptionnelle des pays continents – la Chine et l'Inde – dans lesquels l'expansion du marché intérieur demeure toujours une option de repli efficace dans l'hypothèse de difficultés d'exportation (mais d'autres pays géants comme le Brésil ou la Russie nouvelle ne paraissent pas vouloir, ou être capables, de mobiliser cet avantage à leur profit) et évidemment les particularités de la structure sociale (si la Chine fait mieux que l'Inde c'est bien parce que le maoïsme y a opéré des transformations gigantesques qui constituent le socle sur lequel repose l'essor en cours) et d'autres raisons peut-être "culturelles" ?

On remarquera également qu'aucun pays de la région (en dehors de l'Inde dans une certaine mesure) n'est particulièrement respectueux de la démocratie. Celle du Japon s'apparente plus au système du parti unique qu'au modèle pluripartiste occidental; et tous les régimes de l'Asie de l'Est et du Sud-Est sont *autoritaires* pour le moins qu'on puisse dire. Cela étant, les pratiques du nationalisme en question sont-elles capables de protéger indéfiniment la région ? Il est difficile de répondre à cette question. Le Japon paraît désormais menacé, comme peut-être les pays moyens – mais nullement *petits* – de l'Asie de l'Est et du Sud-Est; l'Inde est entrée dans une crise politique qui menace la stabilité de ses performances économiques. La Chine demeure une exception potentielle, si elle sait éviter que ses provinces du sud, attirées par un modèle *coréen-taiwanais-Hongkongais*, ne menacent l'unité du pays (le choix alternatif étant d'articuler l'essor de ces provinces à l'ouverture du marché intérieur). Par ailleurs, l'interpénétration croissante de l'ensemble des économies de la région donne à celle-ci une autonomie relative par rapport au *reste du monde* qui constitue un atout favorable à la poursuite du *miracle asiatique*.

Mais si le nationalisme en Asie a donné des résultats positifs de croissance économique (mais ni de justice sociale, ni de démocratisation), cela n'est pas le cas ailleurs, dans le monde frappé par la crise. En Amérique latine, dans le monde arabe et en Afrique subsaharienne le nationalisme pratiqué par les régimes populistes du *desarrolismo* et de l'ère de *Bandung*, appartient désormais au passé. Son recul n'a pas ouvert la voie à un progrès capable de le dépasser, mais au contraire à des involutions graves. J'ai proposé de lire la montée de "l'ethnicisme à l'assaut des nationaux" (ici comme en Europe orientale et dans l'ex-URSS) et celle des illusions du fondamentalisme dit religieux – principalement islamique, mais également hindouiste – comme des manifestations de cette régression. Loin d'ouvrir la voie à une démocratisation des États et des sociétés, et à un nouveau saine de nationalisme et de coopération régionale, ces involutions relèvent d'une espèce de néofascisme de pays faibles. Les réactions sont-elles moins négatives en Amérique latine où, semble-t-il, les revendications démocratiques paraissent plus solides? Seront-elles capables de s'articuler sur des projets cohérents de progrès social, impliquant à leur tour, ici comme ailleurs, une saine dose de nationalisme (au sens du refus de la mondialisation capitaliste polarisante du projet utopique libéral) et de coopération régionale? En Europe, même le retour du nationalisme, en réaction au projet européen libéral, n'est pas à exclure. J'avais signalé que le projet européen, réduit au concept de *marché commun* était porteur d'une contradiction qui risquait de lui être fatale.

En fait, ce projet d'intégration économique ne peut devenir irréversible que s'il s'accompagne d'une intégration politique portée par un nouveau *contrat social capital-travail* qui ne pourrait être mis en oeuvre à l'échelle européenne que par une gauche cohérente. Porté par la droite, le projet européen est aujourd'hui visiblement menacé pour le moins d'enlisement (et le

*Second Est* que constitue l'option d'une Europe allemande ne permet pas d'aller au-delà), peut-être même d'éclatement, par un retour de manivelle nationaliste.

Mais ce nationalisme, d'inspiration droitière, alimente plus la réhabilitation des fascismes, en cours, qu'il n'amorce un renouveau social progressiste. Opérant dans un système qui demeurerait largement fondé sur les principes du libéralisme, il ne pourrait qu'entraîner un cycle d'actions-réactions enfermant le continent dans une spirale régressive aux plans économique, politique et idéologique. Il ne constitue pas une réponse efficace à la crise, compte tenu du degré de mondialisation atteint aujourd'hui par les économies de la région. En Europe orientale et dans l'ex-URSS, les impasses dans lesquelles le renouveau des nationalismes (et sous-nationalismes) locaux enferme la société sont encore plus dramatiques. Les pouvoirs en place ici et là, aux États-Unis, en Europe, dans l'ex-Est européen et soviétique, en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient, sont avant tout préoccupés de *gérer la crise politique* produite par la crise économique. Mais, tout comme la gestion économique de la crise n'est pas la solution à celle-ci, sa gestion politique ne vaut pas mieux. Je qualifie cette crise politique de *chaos* : impasses de l'Europe de la CEE et involutions possibles, *chaos* dramatiques et désarticulation de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS, effondrement de nombreuses sociétés des régions du tiers-monde concernées. La gestion politique de ce *chaos* est toujours fondée sur des pratiques cyniques de *realpolitik* à courte vue, manipulant les nationalismes, culturalismes, racismes et ethnicismes à relents fascistes. A l'égard de l'Europe de l'Est, de l'Amérique latine, de l'Afrique et du Moyen-Orient, ces politiques consistent en fait à jeter de l'huile sur le feu, dans l'espoir de tirer un profit immédiat de l'affaiblissement des pouvoirs dans ces régions, réduisant par là même les chances d'une renaissance progressiste des sociétés en question.

Dans cet esprit, j'ai proposé une lecture critique des politiques de *gestion de la crise*, tant dans leurs dimensions militaires – les stratégies de guerre de *basse intensité* – que politiques, notamment en ce qui concerne la Yougoslavie, l'Éthiopie et, d'une manière générale, l'Est européen, l'Afrique et le Moyen-Orient. Loin de conforter le discours dominant qui prétend que *la démocratisation serait en marche*, la gestion économique et politique de la crise renforce partout le danger de régressions antidémocratiques. Le libéralisme risque de générer le racisme, comme Karl Polanyi l'avait analysé dans *La grande transformation* (1944), invitant ses contemporains à comprendre que la victoire antifasciste mettant un terme à la poursuite de l'utopie libérale qui avait caractérisé l'après-première guerre mondiale créait les conditions d'une expansion nouvelle. Cette leçon, oubliée aujourd'hui, doit être rappelée avec force. On ne sortira de la crise et des risques de régressions fascistes qu'en rompant catégoriquement avec la logique du néolibéralisme mondialisé.

Sans doute l'histoire ne se répète-t-elle jamais, du moins de la même manière. On pourrait donc faire observer que le terme de *fascisme* transpose abusivement à notre époque des expériences fortement marquées par leur époque, dans des conditions différentes des nôtres. C'est exact. Il n'en demeure pas moins que le *néofascisme* (que j'appellerai ainsi, faute de mieux) partage avec son ancêtre ses caractères antidémocratiques et bien des méthodes communes. Dans les pays du centre développé, il peut ne prendre la forme que d'une *droite musclée* intériorisant des propositions agitées par une extrême-droite minoritaire (comme évidemment le racisme), imposant des politiques favorables unilatéralement au grand capital (et de ce fait perpétuant la crise et la gestion de la marginalisation dans une *économie à multiples vitesses* comme on l'avoue presque naïvement). Mais même ici des dérapages rapprochant du vieux modèle du nationalisme fasciste et chauvin ne sont pas exclus, quitte à voir maintenues les formes d'une

démocratie électorale, manipulée et vidée de tout contenu réel.

Le danger que représente la réhabilitation du fascisme (en cours) ne doit pas être sous-estimé. Dans les pays de la périphérie, placés dans ce que P.G. Casanova décrit, à juste titre, comme un *colonialisme global*, le néofascisme prend des formes d'autant plus brutales qu'il opère dans des sociétés affaiblies et désespérées. Épurations ethniques et émiettement sans fin des États, dictatures terroristes exercées au nom de la religion sont ici les formes, déjà visibles, de cette gestion par des pouvoirs incapables de remettre en cause la soumission de leur société à une insertion dans la mondialisation qui est à l'origine de leur drame. Ces pratiques peuvent perpétuer l'apparence du maintien de *l'ordre* favorable à l'exploitation des peuples par le grand capital mondialisé dominant et, à ce titre, être soutenues de l'extérieur.

## Quelques propositions pour sortir de la crise

Ni l'entêtement libéral, ni les logiques de son rejet néofasciste ne permettent de sortir du cercle infernal de la crise et du *chaos*. La réponse efficace aux défis ne peut être trouvée que si l'on retient la leçon de la *Grande Transformation*. L'histoire n'est pas commandée par le déploiement infaillible des *lois de l'économie pure* comme l'imaginent certains professeurs d'université. Elle est produite par les réactions sociales aux tendances que ces lois expriment, qui définissent à leur tour les rapports sociaux dans le cadre desquels ces lois opèrent. Les forces *antisystémiques* (si on appelle ainsi ce refus organisé, cohérent et efficace de la soumission unilatérale et totale aux exigences de ces lois prétendues, ici la loi du profit propre, au capitalisme comme système) façonnent l'histoire véritable autant que la logique *pure* de l'accumulation capitaliste. Elles commandent les

possibilités et les formes de l'expansion qui se déploient alors dans les cadres dont elles imposent l'organisation.

La méthode préconisée ici nous interdit de formuler par avance des *recettes* qui permettraient de sortir de la crise, puisque la solution ne peut être que le résultat de transformations dans les rapports de forces sociaux et politiques, elles-mêmes produites par des luttes dont les issues ne sont pas connues à l'avance. On peut néanmoins y réfléchir, dans la perspective de contribuer à la cristallisation de contre-projets cohérents et possibles et, par là même, aider le mouvement social à dépasser les *fausses solutions* (néofascistes) dans lesquelles, à défaut, il risque de s'enliser.

Je me contenterai donc ici de faire quelques propositions de principe concernant cette réflexion. Si le monde ne peut pas être géré comme un *marché mondial*, si l'intervention idéologique et politique ne peut pas être éliminée au bénéfice de la soumission unilatérale aux prétendues lois de ce marché, (comme le préconisent les idéologues de l'anti-Etat tous azimuts), le fait que la mondialisation représente ne peut davantage être refusé et nié. Il n'est jamais possible de *remonter en arrière* le cours de l'histoire. Revenir aux modèles de l'expansion de l'après-guerre, fondés sur la position centrale que l'Etat-nation autocentré aux plans économique et politico-culturel y occupait, impliquerait des régressions économiques et autres intenable. C'est pourquoi les idéologues passéistes, qui nient le caractère irréversible de l'évolution parcourue, sont nécessairement appelés à fonctionner comme des fascistes, c'est-à-dire en fait à se soumettre aux exigences des conditions nouvelles imposées par la mondialisation tandis qu'on prétend s'en libérer. Elles sont donc fondées sur la tromperie et le mensonge et c'est pourquoi elles ne peuvent fonctionner que par la négation de la démocratie. Elles sont donc contraintes de mobiliser les sociétés sur des problèmes faux (la pureté ethnique, la soumission à des lois

prétendues religieuses) et à instrumentaliser ces méthodes pour imposer leurs dictatures par la terreur.

Le défi consiste donc aujourd'hui à concilier l'interdépendance que la mondialisation implique et les inégalités de pouvoir face à cette mondialisation que caractérisent les différents *partenaires sociaux* comme on dit (les travailleurs des différentes branches de l'économie, inégalement *compétitives* face au capital) comme les différents *partenaires nationaux* (les centres dominants, les puissances moyennes, les périphéries industrialisées, les quarts-mondes marginalisés). Il faut donc partir de cette évidence banale : le monde est à la fois un et divers. Mais attention, la diversité n'est pas seulement (ou même principalement) culturelle. L'accent mis sur cette dernière relègue au second plan la diversité majeure, celle des positions occupées dans la hiérarchie économique au capitalisme mondialisé. C'est à cette dernière qu'il faut s'attaquer en premier lieu. Celle-ci se manifeste non seulement dans les inégalités entre les peuples (différents culturellement ou pas selon le cas) mais encore dans les inégalités internes, c'est-à-dire entre les classes et catégories sociales. Il n'y aura pas de solution à la crise tant que ne seront pas renforcées les positions de tous les *faibles* du système : les peuples des périphéries, les classes sociales dominées dans tous les pays des centres et des périphéries. Autrement dit sortir du *colonialisme global* et des mythes libéralistes, refuser les repliements néofascistes illusoire. Tels sont les grands principes à partir desquels on peut développer une réflexion utile pour la construction d'un contre-projet humaniste, universaliste et soucieux de respecter les diversités – mais non les inégalités – démocratiques.

L'interdépendance négociée et organisée d'une manière qui permette aux peuples et aux classes dominées d'améliorer les conditions de leur participation à la production et leur accès à de meilleures conditions de vie constitue le cadre de ce que j'ai appelé la *construction d'un monde polycentrique*. Elle implique

certainement qu'on dépasse l'action dans le cadre des Etats-nations, surtout de ceux de taille modeste ou moyenne, au bénéfice d'organisations régionales à la fois économiques et politiques, l'organisation des opérations permettant des négociations collectives entre ces régions.

Je renvoie ici le lecteur aux propositions que j'ai avancées dans cet esprit avec quelque détail concernant leur argumentation. Il s'agit en effet d'une conception nouvelle des régionalisations requises, différentes de celles conçues dans le cadre du système actuel dominant. Ces dernières sont constituées comme des courroies de transmission de la mondialisation polarisante, en rattachant des zones périphériques à des centres dominants se partageant de la sorte les responsabilités du *colonialisme global*. L'ALENA (Association de libre-échange nord-américaine, rattachant le Mexique aux États-Unis et au Canada), les Accords de Lomé (Association Union européenne-Afrique, Caraïbes et Pacifique), les concepts de la zone Yen – Japon-Asie du Sud-Est – et du projet de *zone Pacifique* – États-Unis, Japon, Australie et pays riverains de l'océan – relèvent de ce concept néo-impérialiste inadéquat si l'on tient à l'objectif souhaitable de réduction des écarts. Les simples *marchés communs* régionaux (comme Mercosur en Amérique du Sud, l'ECOWAS en Afrique de l'Ouest et le PTA en Afrique de l'Est et Australe) comme les organisations politiques communes héritées de la guerre froide (l'ASEAN en Asie du Sud-Est) ont également fait l'objet de critiques sévères que je leur ai adressées ailleurs. En contrepoint de ces visions inadéquates de la régionalisation, j'ai donné quelques arguments en faveur de reconstructions *construites* simultanément aux plans régionaux et mondiaux, particulièrement dans les domaines des échanges commerciaux des marchés de capitaux et des systèmes monétaires. J'y renvoie donc le lecteur, me contentant de rappeler ici quelques-unes de mes conclusions :

[1] Il est nécessaire de concevoir la nouvelle Organisation Mondiale du Commerce non comme la poursuite du GATT, mais comme une institution chargée de planifier (j'ose utiliser le terme) l'accès à l'usage des grandes ressources naturelles du globe et les prix des matières premières, sans quoi le discours sur l'environnement restera une rhétorique creuse, démagogique et manipulée contre les intérêts de l'humanité en général, des peuples de la périphérie en particulier. L'OMC devrait également être responsable des plans objectifs d'échanges industriels interrégionaux conciliant la compétitivité générale, une répartition favorable à la progression des régions défavorisées et la création de conditions permettant l'amélioration des revenus des classes de travailleurs les plus défavorisés.

[2] Il est nécessaire de concevoir la mise en place de marchés organisés de capitaux permettant de canaliser les excédents financiers vers l'investissement productif dans les périphéries, prenant la relève du marché global qui, tel qu'il est, favorise les transferts des pays les plus pauvres vers les plus riches et canalise les excédents en direction des États-Unis dont ils permettent de perpétuer le déficit.

[3] Il est nécessaire de repenser le système monétaire global, désormais caduc, et de substituer aux changes flottants et à l'étalon dollar des systèmes articulant des ensembles monétaires régionaux (dont l'ensemble européen, mais d'autres également concernant chacune des grandes régions du tiers-monde et de l'ex-URSS) de manière à garantir une relative stabilité des changes et à renforcer l'efficacité des marchés de capitaux évoqués plus haut. J'ai opposé ce projet à celui de la transformation du FMI en une *Banque Centrale Mondiale*, projet que j'estime utopique et dangereux, s'inscrivant dans la logique de la mondialisation polarisante.

Les régions qu'on peut concevoir dans l'esprit de ces transformations ne constituent pas seulement des ensembles économiques d'intégration préférentielle. Elles doivent être également construites comme des espaces politiques favorisant le renforcement collectif des positions sociales des classes et sous-régions défavorisées. Cette régionalisation ne concerne pas seulement les continents du tiers-monde (L'Amérique latine, le monde arabe, l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud-Est, les deux pays continents : la Chine et l'Inde) mais également les Europes (L'Europe de l'Union européenne, l'Europe orientale, l'ex-URSS). Dans cette perspective conciliant mondialisation et autonomies locales et régionales (ce que j'appelle une déconnexion cohérente avec les défis nouveaux), place est faite pour une révision sérieuse des concepts *d'aide*, comme aux problèmes de démocratisation du système des Nations Unies, qui pourrait alors s'atteler efficacement à des objectifs de désarmement (rendus possibles par les formules de sécurité nationale et régionale associées à la reconstruction régionale), amorcer la mise en place d'une fiscalité mondialisée (en relation avec la gestion des ressources naturelles de la planète), compléter l'organisation inter États qu'est l'ONU par l'amorce d'un *Parlement mondial* capable de concilier les exigences de l'universalisme (droits de l'individu, des collectivités et des peuples, droits politiques et sociaux, etc.) et la diversité des héritages historiques et culturels.

Bien entendu l'ensemble de ce *projet* n'a de chances de voir sa réalisation avancer progressivement que si d'abord à l'échelle des Etats-nations se cristallisent des forces sociales et des projets capables de véhiculer les réformes nécessaires, impossibles dans le cadre imposé par le libéralisme et la mondialisation polarisante. Qu'il s'agisse de réformes sectorielles (comme celles concernant la réorganisation de l'administration, la fiscalité, l'éducation, les formules de développement participatoire soutenu) ou de visions plus générales de la démocratisation des sociétés et de leur gestion politique

et économique, ces étapes préliminaires sont incontournables. Sans elles, la vision d'une réorganisation planétaire capable de faire sortir le monde du *chaos* et de la crise et de faire *redémarrer le développement* restera fatalement parfaitement utopique. ■

## Références

*Remarque* : dans le souci d'éviter des redites, j'ai rappelé brièvement dans ce texte les conclusions de réflexions que j'ai plus amplement développées ailleurs, concernant notamment :

[1] Les caractères du cycle de l'après-guerre :

- S. Amin (éd) : *Mondialisation et accumulation*, Harmattan, Paris, 1994, pp.10-19 (les «trois piliers» constituant le socle de l'expansion d'après-guerre et les raisons de leur érosion).

- S. Amin : *Itinéraire intellectuel*, Harmattan, Paris, 1993, chap. VIII (l'effondrement des mécanismes de la régulation capitaliste).

[2] Les formes nouvelles de l'exploitation du travail et de la polarisation mondiale qui l'accompagne (particulièrement ce que j'ai appelé les «cinq monopoles» reproduisant la polarisation dans les conditions nouvelles et la forme correspondante de la loi de la valeur mondialisée), in :

S. Amin : *The Future of Global Polarization* (University of Nagoya, 1994; Review-Binghamton, à paraître).

[3] La gestion politique de la crise in :

S. Amin : *L'Empire du chaos*, Harmattan, Paris, 1991, chap. I (L'Empire du chaos); chap. II (La nouvelle mondialisation capitaliste); chap. V (Les conflits régionaux).

Voir aussi :

Polanyi Karl : La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps. Traduit de l'anglais par Catherine Malamoud et Maurice Angena; préf. de Louis Dumont. Paris, Gallimard, 1983.

Sweezy, Paul Marlor : The Theory of Capitalist Development : Principles of Marxian Political Economy. N-Y, Modern Reader Paperback, 1968.

Sweezy, Paul Marlor : Le capitalisme moderne. Traduction de l'américain par Jean-Pierre Huet, Paris, Seuil, 1976.



# Mondialisation de l'économie

Les enfants ne sont-ils pas  
au coeur de la fracture  
socio-économique et culturelle ?

par  
Marc-Alain  
Berberat

Du nouvel ordre économique  
à l'économie mondialisée

Face aux effets sociaux désastreux provoqués par les politiques d'ajustement structurel que semblait requérir le paiement de la dette des pays en voie de développement, la communauté internationale, non gouvernementale et gouvernementale, avait considéré que le salut de la planète passait par l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Il s'agissait à l'époque de *combler la brèche humaine* (The Human Gap) entre les riches et les pauvres, c'est-à-dire entre le Nord et le Sud, faute de quoi nous allions tous périr. La solution passait par un ordre économique plus juste, dans un monde plus solidaire. Le débat sur le Nouvel Ordre Économique International (NOEI) allait offrir un thème privilégié dans l'affrontement verbal entre ce que l'on appelait alors *le socialisme et l'impérialisme*, les deux camps politiques qui se partageaient la planète, à grands renforts de démagogie, de corruption et de clientélisme. Pendant ce temps et en particulier à la suite de la hausse brutale des taux d'intérêts, au début des années '80, les

politiques d'ajustement allaient exercer leurs premiers effets néfastes sur les couches les plus défavorisées des populations au Sud, dans un premier temps, au Nord ensuite, par un effet boomerang que décrit bien Susan George dans un ouvrage qui porte ce titre [1].

Les premières victimes de cet ajustement ont été les enfants, les sans-voix, et cela par le biais des réductions sévères opérées dans les budgets nationaux alloués à la santé, à l'éducation et aux affaires sociales. Dans un document publié à l'occasion de la Conférence mondiale sur l'Éducation pour tous – Jomtiem –, certains milieux de la Banque mondiale reconnaissaient que ces secteurs avaient fait l'essentiel des frais des politiques d'ajustement structurel (plus de 60% s'agissant de l'éducation). On était bien loin du nouvel ordre économique promis !

Et pourtant, un *nouvel ordre économique international*, est bel et bien en voie de s'installer, et ce n'est pas le moindre mérite de la chute des régimes communistes que d'avoir contribué à faire apparaître les enjeux économiques mondiaux dans leur réalité la plus crue. Malheureusement, l'ordre économique qui se dessine depuis quelques années n'est pas celui que l'on attendait. Les lendemains qu'il nous réserve ne semblent pas plus brillants que la situation qui prévalait lors de la crise suscitée par le scandale de la dette extérieure des pays pauvres. Les économies inspirées du marxisme ayant démontré leur inefficacité, c'est au tour du capitalisme d'apparaître dans toute sa faiblesse et, surtout, avec toutes les questions angoissantes que suscite un marché désormais mondial.

Une fois apaisées les vagues d'espoir qui ont suivi la chute des régimes totalitaires en Europe du Centre et de l'Est, un nouvel ordre économique est en effet apparu : les francophones parlent à son sujet de *mondialisation de l'économie* alors que la langue anglaise préfère le terme de

*globalisation*. Il s'agit pourtant du même phénomène caractérisé en premier lieu par une situation d'étroite interdépendance économique entre les différentes régions de la planète. Interdépendance économique produite avant tout par la libéralisation des échanges et la révolution technologique provoquée par les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) et caractérisée par l'apparition de nombreuses entreprises, grandes ou petites, dont les différents services peuvent être dispersés dans divers continents. Le monde doit donc désormais être considéré comme un immense marché, le lieu d'une bataille économique sans précédent.

La mondialisation de l'économie repose sur une compétition généralisée qui fonctionne comme un vaste jeu à somme nulle. L'enjeu de l'économie planétaire est en effet limité en non extensible à moins que l'on ne se résigne à la catastrophe écologique qu'impliquerait une croissance sans bornes. Lorsque les seules valeurs qui animent le système socio-économique relèvent de la productivité à tout prix, de la logique marchande et de la déréglementation, une compétition généralisée pour un enjeu limité ne peut que conduire à l'exclusion des plus faibles. Un des principaux éléments nouveaux du système qui se développe actuellement, par rapport aux crises économiques que l'on a connues autrefois, c'est qu'avec l'économie mondialisée la croissance ne semble plus être créatrice d'emplois. Les gains de productivité qui ont caractérisé dans un premier temps le secteur secondaire et déplaçaient de nombreux travailleurs vers les services se sont étendus, aujourd'hui, à ces mêmes services, impliquant dans ce secteur les licenciements massifs connus antérieurement dans l'industrie. La règle consiste à produire toujours plus en utilisant toujours moins de travailleurs; les cinq cents plus grandes entreprises de la planète n'ont pas hésité à licencier près de 400 000 personnes par année alors même qu'elles enregistraient une très forte progression de leurs profits. Il suffirait d'ailleurs aujourd'hui qu'une société annonce

des licenciements massifs pour voir monter la valeur de ses actions !

Dans ces conditions, l'effet essentiel de la mondialisation ne peut que justifier la description que le baron Necker donnait du libéralisme tel qu'il était prôné, au XVIII<sup>e</sup> siècle, par le ministre français Turgot : *"Un combat obscur et terrible où l'on ne peut pas compter le nombre des malheureux, où le fort opprime le faible, à l'abri des lois"*.

Dans une économie mondialisée, nous dit Robert Reich [2], il n'y a plus de firme américaine, japonaise ou allemande, pas plus que de produits finis qui puissent se réclamer d'un tel label national. Aujourd'hui déjà, affirme-t-il, preuve à l'appui, les produits finis sont des assemblages internationaux. Une voiture Ford, même si elle est achetée aux États-Unis, peut très bien contenir plus de composants japonais qu'une voiture japonaise Mazda, importée du Japon celle-là. Ceux qui prônent aujourd'hui l'achat exclusif de produits nationaux entretiennent un leurre.

Selon le même auteur, trois catégories d'emplois devraient correspondre aux activités caractéristiques de l'économie mondialisée : premièrement, les services de production courante qui se rapportent aux tâches répétitives effectuées traditionnellement par les *cols bleus*. Certaines tâches nouvelles usant de l'informatique, mais de façon répétitive, peuvent aussi relever de ce genre de service. En deuxième lieu, les services personnels, qui impliquent aussi des tâches répétitives et simples ... mais il s'agit ici de services rendus ou dispensés de personnes à personnes et qui, par conséquent, ne peuvent être vendus dans le monde entier, comme c'est le cas pour les services de restauration, de santé, par exemple. Enfin, les services de *manipulation des symboles*. C'est au sein de ces services que l'on identifie et résout les problèmes, que l'on procède au courtage stratégique à l'échelle planétaire, que l'on contrôle la finance internationale qui l'emporte désormais sur la production. Dans un tel

système, les travailleurs des services de production courante devraient recevoir une part décroissante de chaque dollar dépensé, pendant que les manipulateurs de symboles verraient leurs salaires ou honoraires toujours plus élevés. Alors que les manipulateurs de symboles, bénéficiant d'un niveau assez élevé de qualification, sont – pour l'instant – surtout concentrés dans le nord de la planète, l'on peut trouver partout des travailleurs avec les qualifications requises pour les services de production, comme le souligne Reich : “ *Les conséquences sont très claires pour les industries lourdes : la production de masse standardisée se dirige inéluctablement là où le travail est le moins cher et le plus accessible*” [2].

C'est le mécanisme bien connu de la délocalisation, transfert des services de production courante des pays où les salaires se situent au-dessus de 95 US\$ par jour vers les pays où ils se situent entre 2,50 et 44 US\$ par jour, ou parfois même moins lorsque la main-d'œuvre exploitée se compose d'une multitude d'enfants abandonnés, vendus ou simplement mis en gage par leurs parents sur la base d'une dette contractée par ces derniers.

### **Dualisation, marginalisation, exclusion**

Le nouvel ordre instauré par la mondialisation est un ordre économique qui, si l'on se réfère aux premiers effets observés, marginalise les faibles, les handicapés, ceux qui sont désarmés et surtout ceux qui sont sans voix, sans pouvoir, parmi lesquels les enfants constituent le plus grand groupe. Cet ordre affecte sévèrement et simultanément les marginaux des pays riches, les peuples indigènes, les majorités (marginalisées) des pays pauvres, les *sans-voix* de partout et les enfants, par conséquent [3].

Cet ordre accentue la *dualisation*, au niveau des nations aussi bien qu'entre les grandes régions qui composent la planète, c'est-à-dire le développement de sociétés où les riches sont toujours plus riches, mais plus rares, et les pauvres, les exclus, les marginaux toujours plus pauvres et toujours plus nombreux. La mondialisation de l'économie aurait pu être envisagée comme la réponse à la menace que représente pour le genre humain le fossé croissant entre le Nord et le Sud. Fondée sur une éthique de la solidarité, elle aurait dû être un moyen de faire participer les pauvres à la croissance. Elle aurait pu instaurer la justice par un partage délibéré. Si partage il y a, il n'a lieu qu'entre les plus nantis du Nord et leurs alliés les plus privilégiés du Sud. Le résultat le plus dramatique sur le plan humain, c'est que les exclus et les marginaux du Nord et du Sud, plutôt que d'être des alliés face à ceux qui monopolisent la richesse, sont désormais concurrents, voire adversaires, dans leur lutte pour la survie. Pour la première fois dans l'histoire, nombreux sont les parents dans les pays industrialisés qui n'envisagent plus une amélioration de la situation socio-économique de leurs enfants, par rapport à la leur.

À l'heure actuelle, l'effet le plus visible de la mondialisation de l'économie réside dans le chômage, première étape vers la *marginalisation* et l'*exclusion*. Cette dernière est fréquemment cause d'alcoolisme, de crises dans les couples et de violence domestique à l'encontre des femmes et des enfants, de rupture du lien familial finalement. Livrés à eux-mêmes, les enfants ne trouvent souvent pas d'autre refuge que celui offert par la rue où ils sont à la merci d'adultes dont les intentions ne sont pas toujours louables. On constate que les mafias qui sévissent dans certains pays d'Europe de l'Est basent fréquemment leurs activités délictueuses sur la coopération forcée des enfants de la rue. L'exploitation des enfants dans l'industrie internationale du crime n'en est peut-être d'ailleurs qu'à ses débuts. Les enfants des rues, quant à eux, lorsqu'ils ne sont pas abattus comme des rats, sont fréquemment victimes de proxénètes

internationaux qui les livrent, garçons ou filles confondus, aux caprices d'une nouvelle catégorie de touristes ... "internationaux", ce qui est aussi un aspect de la mondialisation.

Mais cette course effrénée vers le profit n'affecte pas que ceux qui sont victimes du chômage. Les travailleurs qui ont la chance de conserver leurs emplois, victimes des déréglementations, voient leurs conditions de travail se détériorer, les cadences s'accélérer alors que s'amenuisent la présence et la disponibilité affective que l'on attend d'eux dans leurs foyers. Ici aussi, les enfants sont de trop. Quant à cette absence physique ou psychologique du père au sein de son foyer, on commence à comprendre, aujourd'hui, les conséquences désastreuses qu'elle peut avoir pour le développement de base de la personnalité de l'enfant au plan de la construction de l'identité. L'effritement de telles bases a pour résultat fréquent, au sein de la famille, d'exacerber l'agressivité contre la femme, la misogynie à l'extérieur du foyer, la violence, le viol, le racisme et la xénophobie. Fait aggravant, c'est au moment même où les femmes sont sélectivement frappées par le chômage et renvoyées massivement chez elles que ce phénomène se produit. Comme le rappelle Christiane Olivier dans son dernier ouvrage : *"Plus la relation mère-fils est unique et prolongée, plus la réaction de l'homme sera violente. La famille monoparentale n'est donc en rien le lieu idéal d'où sortira l'homme nouveau. Bien au contraire, le fait de n'avoir été élevé que par une femme ne peut qu'augmenter la réaction des garçons contre les femmes"* [4].

## **L'enfant-marchandise**

Dans ce grand champ de bataille que représente l'économie mondiale, avec ses exigences de compétitivité, de productivité et de soumission générale à la logique marchande, des termes tels que *capital humain* et même

*ressources humaines* prennent parfois une signification inattendue, mais peut-être plus conforme à l'acceptation habituelle de termes tels que *capital* ou *ressource*.

C'est l'être humain lui-même, en l'occurrence l'enfant, et non plus simplement le fruit de ses activités qui prend une valeur marchande. Faire de son enfant un sportif de pointe ou une vedette précoce du spectacle, au risque de nuire sévèrement à son développement physique ou psychique; louer ses enfants dès le plus jeune âge à des agents de publicité, cela peut rapporter beaucoup d'argent !

Les milieux du sport avaient montré le chemin à suivre dans la pratique douteuse... du point de vue de l'éthique au moins, des transferts de sportifs qui ne sont pas sans rappeler la vente des esclaves-gladiateurs sous l'Empire romain. Avec les enfants, c'est encore plus facile puisqu'on ne se préoccupe pas de leur consentement. Derrière les enfants-vedettes dans le sport, derrière le petit Jordi qui, à trois ans seulement, se trémousse sur les scènes de théâtre et rapporte des millions de dollars à ses parents, derrière les enfants-boxeurs ou les conducteurs de chameau dans des courses particulièrement dangereuses, c'est toujours la même logique marchande qui se profile.

C'est encore la logique du profit à tout prix qu'il faut percevoir derrière ces beaux bébés que l'on exhibe sur nos écrans de télévision pour vendre des couches jetables... ces beaux et malheureux bébés que l'on a tout simplement dressés en vue de tels comportements, selon les meilleures techniques développées par Skinner et ses disciples sur des pigeons !

Comment, dans ces conditions, ne pas attribuer une bribe de vérité aux témoignages de plus en plus nombreux qui nous parviennent relatifs au trafic d'organes d'enfants ? Il est notoire que les adultes de certains pays, contraints par la misère, pour liquider une

vieille dette et croyant offrir un meilleur avenir à leur enfant, n'ont pas hésité à mettre en vente l'un ou l'autre de leurs organes. Ailleurs, on n'hésite pas à prélever les organes de condamnés à mort que l'on vient d'exécuter. Sans pouvoir affirmer qu'il existe un trafic d'organes d'enfants, organisé et international, des indices troublants existent concernant le cas d'enfants des rues que l'on aurait enlevés pour leur prélever un organe avant de les abandonner à la rue, mutilés ou morts.

C'est à un commerce apparemment moins cruel, mais commerce de *marchandise humaine* tout de même, que conduisent certaines pratiques d'adoption internationales qui camouflent parfois un authentique trafic d'enfants. Des pratiques qui relèvent directement de la logique mercantile qui, une fois de plus, caractérisait autrefois le trafic d'esclaves.

Quant à la natalité forcée, suscitée par des traditions, des décrets ou des préceptes prétendument religieux, ne contribue-t-elle pas, par ses effets sur l'explosion démographique, à renforcer cette conception de l'enfance en tant que valeur marchande.

La logique marchande, la recherche des gains rapides et l'esprit propre à *l'économie de Casino*, qui accompagne fréquemment la mondialisation, influencent aussi l'attitude des populations face au rôle que peuvent jouer l'éducation et la scolarisation. On assiste chez les pauvres à un accroissement important de la désertion et du décrochage scolaire. Pour de nombreuses familles, le travail des enfants est malheureusement la condition de leur survie.

Raisonnement diamétralement opposé chez les parents des milieux aisés dont les enfants fréquentent des écoles privées mieux dotées que les misérables écoles publiques. Raisonnement influencé par la logique de l'excellence, une autre composante de la mondialisation de l'économie. Il s'agit pour ces parents de tout mettre en

œuvre pour que leurs rejets deviennent envers et contre tout des *manipulateurs de symboles*. Autre logique, mais qui n'en compte pas moins ses victimes avec le stress, les suicides que suscite une telle pression.

Chez les nantis comme chez les pauvres, l'enfant est considéré comme un objet devant satisfaire les besoins matériels immédiats pour les exclus ou, à plus long terme, les projets non réalisés ou les projections des parents ! Il va de soi que le désengagement des pouvoirs publics dans le secteur éducatif ne peut que renforcer cette autre conséquence du processus de dualisation de la société.

### **Les enfants et la transition vers l'économie de marché**

La transition vers l'économie de marché à laquelle l'on assiste dans les ex-pays communistes est un aspect particulier de la mondialisation de l'économie. Dans un rapport récent, l'UNICEF vient d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les retombées tragiques de cette transition en ce qui concerne la situation des enfants [5]. La réduction des budgets des gouvernements ont affecté, en premier lieu, les dépenses dans le domaine de la santé et de l'éducation. De nombreux services autrefois gratuits (repas scolaires, vacances à la mer ou à la montagne, activités sportives ou culturelles) ne sont aujourd'hui plus disponibles, sinon contre paiement.

La hausse des salaires qui devait résulter de l'introduction de l'économie de marché n'ayant pas encore compensé cette disparition des subventions, de nombreux enfants sont désormais privés de ces services et, lorsqu'ils proviennent des milieux les plus défavorisés, livrés à la rue et à ses dangers.

La définition des contenus nouveaux de l'éducation semble, par ailleurs, avant tout préoccupée de répondre aux besoins de l'implantation de l'économie de marché. Jusqu'aux plus hautes sphères de l'État, les seules valeurs prônées semblent être le goût du profit. La formation des jeunes à la citoyenneté, aux principes de la démocratie et des droits de l'homme ne figurent pas dans les priorités de ceux qui président aux réformes des systèmes scolaires. À l'école comme ailleurs, des mots tels que *solidarité* ou *coopération* n'ont plus cours; c'est la compétition qui devient le maître-mot. La pauvreté, la disparition des subventions, la baisse générale du revenu familial, contraignent les parents à travailler beaucoup plus qu'auparavant. Alors que la famille, autrefois dessaisie d'une partie de son rôle éducatif par les régimes totalitaires, devrait être en mesure de recouvrer son rôle traditionnel, la situation économique contraint donc les deux parents à s'éloigner du foyer durant de longues heures. Ceci favorise la désintégration de la famille et son corollaire fréquemment observé ailleurs : l'augmentation du nombre d'enfants en situation de risque, notamment d'enfants en conflit avec la loi [6].

On doit aussi tenir compte de l'effet négatif de la pauvreté et de la dégradation du système de protection sociale sur la situation morale des populations. Trois années après les événements qui ont conduit à la chute des régimes communistes, c'est le désenchantement qui règne et les gens se retrouvent sans espoir ni projets pour l'avenir. Il est vain d'espérer d'une société sans projets que la préoccupation pour l'enfance (porteuse des projets des adultes) y soit prioritaire.

Comme nous l'avons évoqué ci-dessus pour certains pays en voie de développement, en Europe centrale et orientale aussi, les gains faciles réalisés grâce à des activités commerciales dans la rue ont engendré la désertion scolaire et contribué à dévaloriser la formation professionnelle, comme le souligne Alain Minc dans son

dernier ouvrage : *“Faut-il avoir la morale chevillée au corps à dix-sept ou dix-huit ans pour préférer un stage de formation mal payé, sans débouché, au statut de petit caïd qui s’accompagne de revenus substantiels, de temps libre et de l’admiration des autres”* [7].

## **L'enfant, à l'interface entre modernité - marché mondial et cultures traditionnelles**

La mondialisation de l'économie et l'ouverture brutale des pays en voie de développement aux lois du marché suscitent un interface d'un genre nouveau entre certains éléments des cultures traditionnelles et la modernité, rencontre sans véritable dialogue et dont les effets sur la situation des enfants n'ont pas encore été suffisamment évalués. Prenons l'exemple du travail des enfants : de nombreuses cultures au Nord comme au Sud de la planète le considéraient comme une valeur. C'était en effet dans le cadre de ce travail que se transmettaient les techniques et une partie des savoirs d'une génération à l'autre.

Lorsque le travail cesse de ne viser qu'à l'autosuffisance, alors que le marché s'ouvre à l'ensemble de la planète, ceux qui ne s'inspirent que de la logique marchande et du profit à tout prix ont tôt fait de comprendre comment ils peuvent tirer parti d'une pratique ancestrale. C'est alors que la pratique traditionnelle et traditionnellement acceptée devient exploitation à grande échelle. Il ne faudrait pas non plus sous-estimer l'effet que peut avoir sur l'exploitation des femmes et des enfants au travail le dédain qu'éprouvent les hommes de certaines cultures pour le travail manuel, un travail traditionnellement réservé aux esclaves. Le travail et les tâches de production que les préjugés culturels interdisent aux hommes deviennent donc

l'affaire des femmes et des enfants. C'est ainsi que femmes et enfants se retrouvent doublement victimes de la rationalité économique moderne et de traditions millénaires.

Autre situation à l'interface entre les caractéristiques de l'économie-monde et les cultures traditionnelles : la situation des fillettes ou des enfants de certaines catégories sociales ou ethniques traditionnellement défavorisées ou victimes du système des castes. L'esclavage, en particulier l'esclavage pour dette, pratique traditionnelle qui a malheureusement survécu dans certains pays d'Afrique et d'Asie prend, dans une économie mondialisée, des dimensions jamais atteintes auparavant. Le système des castes de même que les hiérarchies traditionnelles entre groupes ethniques permettent de justifier facilement l'exploitation du personnel bon marché requis par l'économie mondialisée. Ceux qui vivent et s'enrichissent à partir d'une telle exploitation ont beau jeu de se réfugier derrière l'alibi culturaliste.

Un élément de culture traditionnelle tel que le système de la dot nécessaire au mariage des jeunes filles prend un tour encore plus dramatique dans des sociétés où ne comptent que la compétitivité et la productivité, où tout est considéré sous l'angle de la valeur marchande. C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter l'accroissement du nombre de fillettes assassinées par leurs parents en Inde. Les technologies modernes de diagnostic prénatal du sexe des embryons qui se pratiquent aussi dans ce pays permettent de transformer une pratique déjà pleinement condamnable en un véritable génocide [8]. L'autre issue pour toutes ces fillettes indésirables parce qu'occasionnant trop de dépenses à leurs parents : la rue, la prostitution dès le plus jeune âge, les profits immédiats grâce à tous ces clients argentés du Nord, dont le déplacement massif est aussi un élément de l'économie-monde.

## Pour une charte sociale mondiale

La mondialisation de l'économie doit être réorientée de façon à devenir le moyen par lequel les États de la planète se liguent pour combler la *brèche humaine* et contribuer directement au *développement durable* défini par la Conférence mondiale de Rio sur l'environnement. En détruisant l'environnement par une croissance démesurée, c'est encore aux enfants, les adultes de demain, que l'on porte préjudice .

Une mondialisation des marchés qui ne serait pas accompagnée d'une mondialisation concomitante de certaines valeurs telles que la solidarité, la démocratie, les droits de l'homme, les droits de l'enfant, ne peut conduire à plus ou moins brève échéance qu'à une explosion sociale au niveau planétaire. Il est temps que l'éthique des affaires, dont on se targue sinon dans les grandes entreprises du moins dans les ouvrages classiques de management, se mette à imprégner les actes de ceux qui ont entre leurs mains le destin économique de la planète.

Tout doit être mis en oeuvre pour que les plus faibles soient protégés de l'exploitation et que la planète ne soit pas qu'un vaste marché régi par la loi de la jungle. Des mesures doivent être prises pour que les travailleurs du Nord privés de leurs emplois par des délocalisations ne soient simplement remplacés par de la main-d'oeuvre infantine au Sud. On devra en appeler une fois de plus au devoir d'ingérence pour interdire le commerce avec des partenaires qui ne respecteraient pas les normes internationales. Face à la mondialisation de l'économie, les normes existantes ne sont plus suffisantes. C'est un problème qui devrait constituer l'essentiel des préoccupations et des travaux du prochain sommet mondial pour le développement social.

Les conventions de l'OIT, notamment la *Convention sur l'âge minimum concernant le travail des enfants*, la *Convention internationale relative aux droits de l'enfant* (1989), de même que les autres normes internationales en matière de lutte contre toutes les formes de discrimination devraient fournir les bases nécessaires à l'élaboration d'une Charte Sociale Mondiale.

Inspirée en outre de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de 1948, cette charte mondiale devrait établir les normes applicables dans tous les pays qui entendent participer au grand marché mondial. Seraient par exemple exclus de ce grand marché les pays dans lesquels on exploite les enfants, où l'on tolère et pratique l'esclavage, où l'on ne réprime pas l'exploitation sexuelle des enfants, où l'on vend et mutilé des fillettes et où l'on ne respecte pas les droits de l'enfant [9].

Il appartiendrait alors, bien entendu, aux organisations non gouvernementales de mettre en place avec les populations défavorisées des pays concernés par cette exclusion des actions de coopération dont les canaux de communication seraient à l'abri des interférences et des prélèvements (*pots de vin*) opérés habituellement par les élites financières ou gouvernementales dans les programmes bilatéraux gouvernementaux !

Fondée sur une politique économique élaborée à partir des intérêts et des besoins des majorités et conditionnée par le respect d'une charte sociale à l'échelle planétaire, la mondialisation de l'économie pourrait aussi présenter son versant positif, et devenir un facteur de développement démocratique et social. Par analogie aux langues dans la fable d'Esopé, la mondialisation de l'économie peut être le meilleur... ou le pire. ■

## Notes

- [1] L'effet boomerang : choc en retour de la dette du tiers monde. Trad. de l'anglais par Thiery Piélat, Paris, La Découverte, 1992.
- [2] Voir : L'économie mondialisée. Trad. de l'américain par Daniel Termans, Dunod, Paris, 1993.
- [3] Déjà cité
- [4] Les fils d'Oreste : ou la question du père. Flammarion, Paris, 1994.
- [5] Voir : Central and Eastern Europe in Transition. Public Policy and Social Conditions. Novembre 1993.
- [6] Rappelons qu'un enfant à risque, selon le Grand Dictionnaire de Psychologie, est un enfant dont on présume que la santé, la sécurité ou la moralité ne sont plus en mesure d'être assurées au mieux de son épanouissement.
- [7] *Le nouveau Moyen Age*. Gallimard, Paris, 1993.
- [8] Précisons que l'usage de connaissances de pointe en biologie pour le choix du sexe des enfants n'est pas l'apanage de certains pays en voie de développement. On ferait bien, au sujet de ces techniques de même qu'au sujet de toutes les manipulations génétiques préalables à la naissance, de s'interroger sur la conformité de ces pratiques avec l'éthique qui imprègne la Convention internationale relative aux droits de l'enfant.
- [9] Lors de sa dernière assemblée générale tenue à Grenade, en 1992, Défense des Enfants-International (DEI) a décidé de consacrer le thème de sa prochaine assemblée à l'impact de la mondialisation de l'économie sur l'enfance.

## **Références**

George, Susan : L'effet boomerang : choc en retour de la dette du tiers monde. Trad. de l'anglais par Thierry Piélat, Paris, La Découverte, 1992.

Grand Dictionnaire de Psychologie, Larousse, Paris, 1991.

Minc, Alain : Le nouveau Moyen Age. Gallimard, Paris, 1993.

Olivier, Christiane : Les fils d'Oreste : ou la question du père. Flammarion, Paris, 1994.

ONU : Convention internationale relative aux droits de l'enfant (1989).

ONU : Déclaration universelle des droits de l'homme (1948).

Reich, Robert : L'économie mondialisée. Trad. de l'américain par Daniel Termans, Dunod, Paris, 1993.

UNESCO : Conférence mondiale sur l'éducation pour tous. Jomtien, 1990.

UNESCO/Greenwood Press : État des ratifications des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

UNICEF : Central and Eastern Europe in Transition. Public Policy and Social Conditions. Novembre 1993.



# Mondialisation et sécurité collective

La construction  
progressive de la paix,  
les droits de l'homme  
et les médias

par  
**Maurice  
Bertrand**

Il y a une relation très directe entre la notion de guerre ou de paix et celle des droits de l'homme. La guerre est fondée sur l'image de l'ennemi. *L'ennemi* n'est pas considéré comme quelqu'un que l'on doit respecter. Au contraire, il faut le détruire. Cette contradiction fondamentale entre la notion de l'ennemi et celle de *droits de l'homme* doit être présente à l'esprit lorsque l'on examine les aspects idéologiques de présentation par les médias des questions de sécurité.

Comme nous le savons, la guerre autorise tout. Elle permet la ruse, la torture, la destruction des populations civiles. Elle autorise les exactions les plus extraordinaires et, en fait, elle les pratique. Tous les décors d'humanisation de la guerre qui ont été montés – telles les conventions de Genève et autres dispositions – n'ont pratiquement rien donné. Des exemples récents de guerres intra-étatiques sous nos yeux – en ex-Yougoslavie, au Rwanda ou ailleurs – démontrent bien que l'humanisation de la guerre est malheureusement une plaisanterie. En dépit de toutes les bonnes volontés,

de tous les efforts et de tout le travail qui a été consenti en ce sens, les guerres demeurent incompatibles avec le respect des droits de l'homme.

□ Les problèmes de sécurité ne sont plus aujourd'hui ce qu'ils étaient il y a cinquante ou cent ans ou même il y a à peine dix ans. Avant la première guerre mondiale, le système de sécurité était fondé sur la *défense nationale*. Ainsi chaque pays disposait d'une armée pour protéger ses frontières contre les agresseurs éventuels qui étaient généralement les voisins. Tous les pays faisaient des alliances les uns avec les autres, alliances changeantes et variables au demeurant, mais qui leur permettaient, au moins théoriquement, de garantir leur sécurité. Ce système a régné pendant tout le XIX<sup>ème</sup> siècle et s'est maintenu jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Il n'a par ailleurs pas donné d'excellents résultats puisqu'il a provoqué des guerres innombrables et surtout les deux guerres mondiales.

Après 1945, s'est institué un nouveau système de sécurité fondé sur des alliances, désormais fixes et intégrées : l'OTAN d'un côté, le Pacte de Varsovie de l'autre. Ce système, fondé sur l'opposition entre les deux camps et le développement des armes nucléaires, a pratiquement permis d'assurer la paix dans le Nord, mais il a, en revanche, contribué à fomenter des guerres innombrables dans le Sud.

Vers 1987, au moment où la *révolution gorbatchevienne* commence à donner des résultats en URSS, apparaît un troisième système de sécurité. C'est celui dans lequel nous sommes maintenant. En gros, ce système est fondé, pour tous les pays du Nord, sur les accords signés dans le cadre de ce que l'on appelle la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). La CSCE – aujourd'hui l'OSCE – regroupe non pas seulement les pays européens, mais les États-Unis, le Canada et les pays successeurs de l'ex-l'URSS ce qui fait, au total, cinquante-trois pays. Ceux-ci ont signé à Stockholm, en

1986, les accords sur les *mesures de confiance et de sécurité*. C'est une appellation assez peu claire qui concerne des mesures de vérification réciproque des appareils militaires. Chaque armée dispose maintenant d'une batterie d'inspecteurs qui peut se rendre dans les pays voisins pour contrôler notamment les dépôts d'armes; sont prévues, d'autre part, l'assistance réciproque aux manœuvres militaires et la transparence des budgets militaires. Ces règles sont appliquées et prémunissent des risques de guerres inter-étatiques à l'intérieur de cette communauté de sécurité. En conséquence, l'idée de guerre, à l'intérieur de cette zone, est en train de disparaître.

Or ce système OSCE, que l'on peut appeler une *communauté de sécurité*, n'est en quelque sorte, sur le plan des relations entre Etats, que l'extension à l'ensemble des pays industrialisés de ce que la construction européenne à partir des années '50 avait permis d'obtenir : une zone de paix définitive, venant remplacer pour l'Europe occidentale, ce qui avait été pendant mille ans le foyer de toutes les guerres, et notamment des deux guerres mondiales. Aujourd'hui, dans le cadre de l'union européenne, des guerres entre la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Angleterre ou l'Italie sont devenues impensables. C'est une révolution historique fondamentale que l'OSCE a étendu à cinquante-trois pays.

□ En revanche, nous assistons aujourd'hui à un développement des conflits intra-étatiques qui se situent essentiellement dans les pays du Sud, ou en tout cas dans les pays pauvres (même s'ils sont inclus dans la zone OSCE). Ces conflits sont devenus désormais des problèmes extrêmement préoccupants et que l'on n'arrive ni à prévenir ni à résoudre. Il s'agit là d'une situation tout à fait différente de celles que nous avons connues dans le passé. Si bien que nous sommes aujourd'hui dans un système de sécurité qui n'est pas de même nature selon que l'on est riche ou pauvre, et qui est extrêmement complexe et difficile à cerner.

Il est donc assez naturel que les médias ne puissent réussir à en exposer la complexité. Mais la présentation qu'ils en font n'est pas seulement simpliste, elle est caricaturale, archaïque, fausse et dangereuse. Les médias se contentent, à quelques exceptions près, de traiter des problèmes de sécurité dans une perspective strictement militariste, c'est-à-dire en exaltant le rôle et la force des armées dans le monde. D'une part, les armées sont présentées comme fortes - le nouveau porte-avions français vient d'être montré sur les écrans entièrement enveloppé du drapeau tricolore - et comme des organisations humanitaires. Le bon légionnaire est devenu le protecteur de l'intervention humanitaire. Les armées sont montrées comme des défenseurs du droit et comme l'instrument indispensable au respect d'un nouvel ordre mondial si cher à l'ex-président Bush et à ses héritiers. Bref, une présentation à la *Rambo*, grâce à laquelle les forces armées projettent l'image d'entités indispensables, de gens courageux, brillants, vêtus d'uniformes magnifiques, équipés d'armes très sophistiquées et qui rendent des services humanitaires considérables.

Cette présentation est extrêmement dangereuse. Elle est complétée d'ailleurs, par la présentation, par les mêmes médias, de feuilletons du genre *Mission impossible*, qui exaltent l'espionnage - les *cover actions* - actions totalement immorales présentées comme des actes absolument héroïques. Nous nous trouvons en pleine obscénité; il est en effet obscène de présenter aujourd'hui les services de renseignement et les services secrets comme des pépinières de héros. Que subsistent aujourd'hui des services secrets dans le monde qui continuent à faire des opérations illégales et non connues du public est simplement contraire à la démocratie. A cet égard, les opérations qui se sont déroulées récemment au Rwanda paraissent totalement incompréhensibles si on ne sait pas que les interventions des services secrets - et notamment les services secrets français - ont été très

importantes dans ce pays. Il est scandaleux qu'il y ait aujourd'hui dans un pays qui se prétend démocratique, comme la France, des agents payés par les gouvernements qui puissent organiser des opérations, favoriser certains partis ou certains politiciens sans que le public soit informé de ce qui se passe et de ce qui se fait. Je crois que nous sommes devant une situation qui doit être dénoncée.

L'exaltation de l'espionnage par les médias est contraire, justement, aux principes qui ont été adoptés dans le cadre de la CSCE : transparence, information réciproque, contrôle mutuel des opérations. Cette vision militariste glorifiante du monde occidental se complète d'ailleurs par ce que l'on pourrait appeler la réduction des conflits intra-étatiques au niveau de *rivalités entre sauvages* : "S'ils se battent, c'est qu'ils ne sont pas civilisés". Vision finalement purement raciste qui fait l'économie de l'analyse des causes de ces conflits.

□ Les conflits intra-étatiques sont dûs, pour leur majeure partie, à des problèmes identitaires. Les peuples sous-développés, pauvres, sont confrontés aujourd'hui à des problèmes de perception d'eux-mêmes dont les causes sont faciles à analyser. Les médias, justement, répandent dans le monde sous-développé l'image idéale du *modèle occidental*. Celui-ci est *vendu* au titre de modèle parfait. C'est le modèle des riches. Les riches ont des voitures, des télévisions, des maisons de campagne; ils sont bien habillés et ils achètent. Ils achètent n'importe quoi, mais ils achètent !

Les pauvres sont confrontés constamment avec cette image. C'est ainsi que l'exportation du modèle occidental à des gens qui ne peuvent absolument pas l'atteindre, qui n'en ont pas les moyens, et à qui l'on n'offre ni ces moyens ni aucun espoir d'enrichissement rapide, contraint une grande partie de ces pauvres à rechercher leur dignité dans une identité différente. Ils ne peuvent pas être Occidentaux comme on le leur demande, ou

comme on le leur suggère; il faut donc qu'ils retrouvent une justification identitaire, soit dans les intégrismes religieux, soit dans les valeurs ethniques, soit dans les valeurs nationalistes.

Ce mécanisme engendre la plupart des conflits intra-étatiques. Par exemple en Algérie, aujourd'hui – et dans une grande partie de l'Afrique du Nord d'ailleurs – la grande crainte c'est l'intégrisme. Mais les intégristes n'auraient pas de prise sur ces populations si celles-ci n'étaient pas désespérées, sans avenir et sans aucune chance de sortir de la pauvreté. Par conséquent, c'est bien ce mécanisme qui est en train de jouer. Si, demain, nous avons une véritable guerre civile en Algérie (nous avons déjà une situation assez dramatique), ce sera certainement dû à ces phénomènes.

Or, bien entendu, les médias n'expliquent absolument pas ce phénomène. Autrement dit, nous sommes confrontés, aujourd'hui, à une vision archaïque et militariste de la situation des problèmes de sécurité. Il est pratiquement impossible d'obtenir des médias qu'ils présentent une analyse correcte de la situation actuelle, sauf dans les quelques ateliers où, de temps en temps, il y a des discussions entre intellectuels, qui peuvent parvenir aux oreilles de quelques rares auditeurs.

Cependant qu'on simplifie à outrance et qu'on présente ces conflits intra-étatiques comme des conflits de non-civilisés, on continue à vendre des armes sophistiquées aux parties en conflit. Sur le commerce des armes, silence des médias. Il n'en est question que pour regretter de temps en temps que ce commerce soit en train de se réduire et que les industries nationales qui fabriquent ces armes soient obligées de licencier du personnel. Le commerce des armes devrait être aujourd'hui interdit et la fabrication d'un certain nombre d'armes interdite également. L'on connaît à ce sujet, notamment, les campagnes actuellement menées, entre autres par le CICR et par plusieurs organisations, contre

les mines anti-personnels. Mais sur ce point : silence aussi des médias.

□ Pour s'opposer à cette présentation archaïque et militariste des problèmes de sécurité, les défenseurs des droits de l'homme ne doivent pas hésiter à utiliser des formules qui puissent frapper les imaginations et qui soient suffisamment vigoureuses pour atteindre l'opinion. Je me permets de résumer ici l'essentiel des thèses qui, si elles étaient soutenues avec suffisamment de force et d'obstination, finiraient peut-être par être entendues.

◇ Les droits de l'homme ne pourront être respectés que dans une société planétaire d'où la guerre aura disparu. Il faut détruire la notion même d'ennemi, qui est toujours le produit d'un malentendu.

◇ Il n'est pas vrai qu' *il y aura toujours des guerres* et il n'est pas nécessaire non plus de *préparer la guerre pour avoir la paix*.

◇ La marche vers une société *post-clausewitzienne*, c'est-à-dire dans laquelle la guerre ne sera plus la *continuation de la politique par d'autres moyens*, est possible. Elle est même déjà avancée: des étapes essentielles dans cette direction – la construction européenne, la CSCE – ont rendu l'idée de guerre entre Etats développés de plus en plus impensable, en tout cas extrêmement archaïque.

◇ Le commerce des armes est immoral et l'espionnage et les services de renseignements contraires à la démocratie. La fabrication de certains types d'armes, notamment de celles qui continuent de tuer, même après les guerres, ou de celles qui mettent en danger la vie de l'humanité,

comme les armes chimiques ou nucléaires, est une activité criminelle.

◇ La construction progressive de la paix doit être résolument poursuivie. Il est parfaitement possible d'étendre à l'ensemble du monde les méthodes et les institutions qui ont réussi à construire la sécurité en Europe et dans la zone CSCE. Il faut tout faire pour éradiquer les causes profondes des conflits intra-étatiques, notamment en affectant les ressources nécessaires à la lutte contre la misère et l'ignorance. Ces ressources existent et elles peuvent être mobilisées pour organiser systématiquement la prévention des futurs conflits.

Cela fait beaucoup d'*idées reçues* à détruire. Mais c'est seulement à ce prix qu'il sera possible de faire respecter les droits de l'homme. ■

## Compléments de lecture

Bertrand, Maurice : Demain, la sécurité mondiale. Le Monde diplomatique, mars 1994, p. 13.

Bertrand, Maurice : Le mythe de la sécurité collective vole en éclats. Le Monde diplomatique, juin 1994, p. 13.

Bertrand, Maurice : Tragique impuissance de l'ONU. Le Monde diplomatique, Manière de voir N° 21, février 1994, pp. 22-25.

# Nouvel ordre économique international, développement et mondialisation

## L'impasse d'une revendication

par  
Driss  
Dadsi

### Le contexte

Le développement du corpus des droits de l'homme est intimement lié à l'évolution même des sociétés, des Etats-nations et, aujourd'hui, des institutions internationales et du *système mondial* en général, selon des dynamiques animées par la loi de contradiction, moteur de l'histoire. Au fur et à mesure de cette évolution, de nouvelles catégories de droits de l'homme sont venues s'ajouter à d'autres, plus anciennes. L'on peut considérer ce *mouvement* comme une réponse à des questions soulevées par des situations socio-économiques, politiques, juridiques et culturelles particulières qui ont marqué ces cinquante dernières années tant à l'échelle mondiale qu'à celle des Etats et ce, dans des contextes historiques spécifiques. Que de bouleversements, de contradictions sont survenus au cours de cette période, amenant par là même la *communauté internationale*,

oeuvrant dans le système des Nations Unies, à forger une succession de nouveaux instruments internationaux des droits de l'homme, notamment de pactes, de traités, de conventions, de déclarations, etc.

La conception, l'élaboration et la mise en oeuvre de ces instruments se sont souvent inscrites dans des rapports de forces internes et/ou internationaux à un moment donné de l'histoire contemporaine : le droit se présentant alors comme le produit de négociations issues de ces rapports de forces en vue de la gestion d'une situation donnée à un moment donné. Et tout Etat partie, signataire et ratificateur à ces instruments est censé respecter et faire respecter les droits qu'ils contiennent. Il en est ainsi de la proclamation solennelle pour l'instauration d'un *Nouvel Ordre Economique International* (NOEI) par l'Assemblée générale des Nations Unies, en 1974, ainsi que de l'adoption, en décembre 1986, de la *Déclaration sur le droit au développement*.

Né dans un contexte offensif contre l'ordre mondial injuste et inégal, le NOEI a nourri bien des espoirs et entretenu bien des illusions dans les pays du Sud. Comme bien d'autres *concepts*, le NOEI semble faire partie désormais d'une rhétorique désuète alors qu'il avait jailli, tel un cri de révolte, au sein des instances onusiennes en ce printemps de 1974. Dans un climat de contestation général et une conjoncture mondiale estimée propice par les pays du Sud – en raison notamment de l'utilisation de *l'arme du pétrole* par les principaux pays producteurs de l'OPEP – l'instauration d'un NOEI est reconnue comme une nécessité urgente et une revendication légitime des peuples du tiers-monde à la transformation de l'ordre mondial existant, qualifié de générateur de déséquilibres, d'asymétries et d'inégalités socio-économiques profondes.

Plus de vingt ans se sont écoulés depuis le moment où les pays du tiers-monde ont déposé leur *plate-forme syndicale de revendications* auprès des instances des

Nations Unies qui l'adoptèrent par consensus. Cette adoption constitua un fait majeur et marquant depuis les indépendances politiques des pays du Sud. Elle laissa présager une amélioration en profondeur des échanges économiques internationaux et une moralisation irréversible de leurs conditions et de la coopération Nord-Sud. D'aucuns considèrent déjà sans ambages cet événement comme le début d'une ère nouvelle fort prometteuse qui sonnerait le glas de l'ancien ordre mondial issu du *Pacte colonial*.

En une quarantaine d'années, les relations Nord-Sud sont passées de la dynamique de *souverains à sujets* à l'ère du *marchandage et de la négociation*. Ce glissement s'est opéré grâce notamment à un contexte mondial relativement favorable, à partir du début des années soixante-dix, qui favorisa la prise en compte des doléances du tiers-monde soucieux d'instaurer une nouvelle logique en faveur de rapports plus équilibrés. Mais il n'en demeure pas moins qu'en termes de tendances lourdes, les pays du Sud se virent de plus en plus inscrits dans un système mondial et dans des positions diversement assumées ou supportées selon leurs aptitudes et leur détermination respectives. Les cas extrêmes étant ceux de la marginalisation des pays les plus pauvres abaissés au niveau de l'aide humanitaire, l'endettement croissant et généralisé de l'ensemble du tiers-monde, l'inféodation des économies nationales à l'orthodoxie libérale et leur soumission aux diktats des grandes institutions monétaires et financières internationales.

## Un constat d'échec

Où en est-on aujourd'hui ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que le NOEI n'a guère dépassé le stade du discours et que le Nord, submergé par sa propre crise, n'a

consenti au Sud que des concessions mineures qui n'affectent en rien les fondements de son hégémonie.

La rigidité et l'intransigeance des pays du Nord face à la restructuration des rapports économiques, commerciaux et monétaires internationaux n'ont fait que multiplier les échecs des négociations multilatérales au sein du système onusien et aggraver la situation de crise mondiale. Par ailleurs, la faiblesse des pays du Sud a servi de prétexte de taille aux pays développés qui s'en sont servi pour refuser toute réforme profonde des relations Nord-Sud. En effet, le Sud s'est montré incapable d'imposer des concessions majeures. A cette incapacité s'ajouta l'accentuation entre pays du Sud de divergences souvent alimentées par l'hégémonisme politique du Nord, l'état concurrentiel plutôt que complémentaire de leurs politiques économiques ainsi que l'absence d'une option de développement national auto-centré.

Quel que fût malgré tout le degré de bonne volonté enregistré de part et d'autre, ce constat d'échec invite à nous interroger sur la problématique fondamentale : la conception et la philosophie économiques qui sous-tendent les stratégies de développement, en particulier en ce qui concerne la place occupée et le rôle joué par l'être humain vu en tant que finalité. A cet égard, la *Déclaration sur le droit au développement* (1986) – tout en reconnaissant l'échec du NOEI – souligne pourtant l'urgence de la réalisation de celui-ci. Ce dernier s'impose comme condition incontournable à la promotion effective et à la pleine jouissance pour tous des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et que l'ensemble de ces droits et libertés sont indivisibles cependant que le droit au développement est inaliénable dans ses dimensions internationales, régionales et nationales.

Comme on le sait, le bilan des disparités et des inégalités socio-économiques et culturelles à l'échelle mondiale reste inquiétant. Les conclusions du récent

Sommet mondial sur le développement social tenu à Copenhague, en mars 1995, sont là pour nous le rappeler. Cette situation décrite comme catastrophique par plusieurs est susceptible de générer instabilité et violence même, à l'heure où tous les repères se fragilisent, les barrières idéologiques s'estompent et où les remèdes à tous les maux portent la marque du néo-libéralisme que d'aucuns qualifient sans gêne de *triomphe planétaire*.

En outre, le décalage entre les revendications au plan mondial des États du tiers-monde et les réalités nationales vécues par les populations concernées constitue l'une des causes principales qui a conduit à l'impasse dans laquelle s'est retrouvé le NOEI. En effet, ces États ont fini par perdre une bonne part de leur crédibilité en raison de leurs politiques intérieures souvent musclées destinées à étouffer toute velléité de contestation de leur régime peu soucieux du respect des plus élémentaires des droits de l'homme. Cette situation a renforcé l'intransigeance des pays industrialisés du Nord face aux concessions qu'exigeaient les États du tiers-monde désormais accusés des pires exactions.

L'appel insistant des pays occidentaux à la démocratisation des institutions des pays du Sud comme condition de soutien à leur développement s'est transformé en une politique quasi-systématique selon une logique pour le moins singulière. Sous couvert d'interventions en faveur de la défense et de la promotion des droits de l'homme, toute aide et toute coopération risquent dorénavant d'être guidées par des intérêts d'ordre politique, économique et géo-stratégique. Bien que des initiatives extérieures visant le respect des droits de l'homme dans les pays du tiers-monde soient nécessaires et méritent d'être encouragées, il n'en demeure pas moins que cette politique peut servir d'alibi aux pays avancés pour se dégager de leurs responsabilités face au droit au développement proclamé il y a déjà près d'une décennie. Nous sommes encore bien loin, par exemple, des engagements solennels pris par la

communauté internationale il y a plus d'un quart de siècle pour lutter contre le sous-développement et la pauvreté, notamment l'engagement des pays riches à consacrer 1% de leur PNB à l'aide aux pays pauvres. Bien que réaffirmé récemment par le Sommet de Copenhague, cet engagement n'est toujours pas rempli puisque l'aide au développement se chiffre actuellement à moins de 0,3% du PNB.

## Repenser le développement

Si les stratégies de développement insufflées par les Nations Unies ont échoué dans leur ensemble, c'est que les conceptions les plus courantes du développement – inspirées de l'Ouest ou de l'Est – n'ont malheureusement pas accordé à l'homme – pris dans toutes ses dimensions – l'attention nécessaire. Cette absence de réflexion à ce niveau est largement attribuable au fait que la conception du développement a été appréhendée comme linéaire et sujette à un pseudo-déterminisme. Cela étant, le développement et l'industrialisation se calquèrent sur des modèles importés, greffés, soumis aux contraintes extérieures aliénantes et sans que soient pris en compte les spécificités des sociétés du tiers-monde et les phénomènes propres à celles-ci dans leur processus d'intégration au système des relations internationales contrôlé par le Nord.

La recherche d'un *nouvel ordre* tel qu'il fut perçu et formulé jadis ne doit pas se limiter aux secteurs économique et commercial. Cet ordre qui devrait, au contraire, s'étendre à tous les autres secteurs d'activités nous renvoie à une réflexion critique sur la notion même de développement tant celui des sociétés dites *développées* en proie au chômage, à l'exclusion et à la marginalisation que celui des sociétés dites *en voie de transition vers*

*l'économie de marché* victimes de paupérisation sans oublier, bien entendu, le sous-développement des sociétés traditionnellement dites *du tiers-monde* dont on semble se désintéresser par ailleurs.

La réflexion sur le droit au développement ne semble cependant pas à l'ordre du jour. Les bouleversements que connaissent les pays d'Europe centrale et orientale, les conflits intra-étatiques qui éclatent un peu partout, le repli sur eux-mêmes des pays développés, ont relégué au second plan les problèmes du tiers-monde. La *grille* des urgences et des priorités telle que construite par le Nord ne réserve pas beaucoup d'espace ni de temps aux *vieux* problèmes du Sud. L'instabilité généralisée qui pourrait résulter de la mise à l'écart des revendications visant à un partage équitable des richesses du monde ne laisserait présager rien de bon pour l'avenir de notre planète.

L'application effective du droit au développement dans le cadre d'un réaménagement en profondeur des relations internationales permettrait d'envisager le sort de générations présentes et futures avec optimisme, ce que l'on ne peut malheureusement pas encore s'autoriser, vu l'état actuel des choses. A l'heure de la planétarisation des rapports humains sous toutes leurs formes, c'est l'occasion peut-être plus que jamais de *mondialiser* la justice sociale sans laquelle la paix mondiale demeurera une utopie. ■

## **Repères bibliographiques**

Banque mondiale : Rapports annuels sur les indicateurs sociaux du développement.

Bureau international de l'éducation(BIE) : Recommandation n° 78 sur l'éducation, la culture et le développement, adoptée le 19 septembre 1992.

Comeliau, Christian : Crise de la théorie du développement. Une seule politique : l'ajustement structurel. Le Monde diplomatique, février 1989, p. 28.

Commission mondiale pour l'Environnement et le Développement : Notre avenir à tous,1987.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : Rapports annuels.

Nchama, Eya : Développement et droits de l'homme en Afrique. Editions Publisud, Paris, 1991.

Organisation internationale du travail (OIT) : Des valeurs à défendre, des changements à entreprendre. La justice sociale dans une économie qui se mondialise : un projet pour l'OIT. BIT, Genève,1994.

ONU : Recueil d'instruments internationaux. New York, 1988.

UNICEF : Central and Eastern Europe in Transition. Public Policy and Social Conditions. Florence, novembre 1993.

# En marge de la mondialisation

## Monopole de la réalité et pouvoirs réels de changement

par  
Jean  
Hénaire

*«Se rattachant à l'avenir, tout en se constituant comme une réflexion sur les expériences de l'humanité, l'éducation découvre en même temps son principe régulateur. C'est précisément la liberté - qui s'oppose à ce que l'homme puisse être connu comme une chose et «manié» comme une chose - qui doit devenir le principe régulateur de l'action éducative»*

Emmanuel Kant  
*Réflexions  
sur l'éducation*

### Mise en perspective d'une réalité

La réalité promise, du moins celle qui place le rêve à portée de main, continue de se vendre bien. Une réalité unique, prometteuse et qui porte en elle le message de mieux-être. La conjoncture est d'ailleurs favorable à cette envolée lyrique. La voie paraît libre, complètement libre. Place à la mondialisation du progrès. La séduction opère, relayée par la transmission d'images complices aux quatre coins du monde. Les officiants de cette nouvelle vulgate s'unissent en chœur autour de la valeur prédictive du profit en chantant l'ode triomphante et

médiatisée du paradigme de la croissance et de la concurrence. Rien, en apparence, ne semble résister à cette mise en scène. Mais pourtant, certains effets ressentis sonnent déjà l'heure des ratés. Ces *effets de structure* sont jalonnés de contradictions et de paradoxes.

La première de ces contradictions tient d'une logique aux registres opposés. Porteuse d'un discours émancipateur et véhicule des droits de l'homme et du progrès pour tous, la mondialisation de l'économie (ou, à plus proprement parler : l'économie capitaliste mondialisante) fabrique sur le terrain sur lequel elle opère des générations d'exclus victimes de la concurrence. L'idéologie de la croissance semble mal s'accorder avec l'égalité en droits pour tous. La coupure est profonde et provoque une crise de réflexion au plus haut niveau. Ainsi, l'Organisation internationale du Travail, par exemple, n'hésite pas à poser la question en ces termes : *"La question majeure est de savoir si l'OIT peut maintenir, dans un cadre volontaire, le cercle vertueux d'une émulation en faveur du progrès social dans une situation où mondialisation de l'économie et renforcement de la concurrence conjuguent leurs effets dans le sens contraire"* [1].

Cette contradiction peut être également illustrée par ce que le Commissariat général du Plan appelle *l'universalisme tronqué* de l'économie-monde. Prétendument universelle dans ses bienfaits, cette économie, de fait, contribuerait à aggraver les retards économiques des pays du Sud : *"le Sud profond, qui correspond aux pays du tiers-monde jugés par le Nord à peu près irrécupérables, et que celui-ci laisserait végéter dès lors que la situation qui y règne n'a pas de caractère contagieux et ne risque pas de compromettre des sources d'approvisionnement vitales"* [2].

Une seconde contradiction émane cette fois du système des Nations Unies même. Originellement et historiquement porteur d'une meilleure justice sociale planétaire, voilà que certains de ses projets ou de ses

agences spécialisées sont mis à mal par la critique : *“Des institutions, à l’origine conçues pour informer, et donc permettre choix et options, se rangent dans la file des contrôleurs de l’ordre social : la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, naguère pourvoyeuse de rapports critiques, s’est muée en courroie de transmission des intérêts des firmes multinationales et demande aux États de se placer à leur service”* [3].

Ces contradictions reflètent la fracture existant entre le discours et la pratique d’une solidarité internationale désormais tributaire dans son développement de l’espace réduit que lui alloue la logique marchande. Cette nouvelle configuration induit une crainte majeure, celle *“qu’un affrontement généralisé n’éclate entre les possédants, les riches et les dominants, dont le nombre ne cesse de diminuer, et la masse grossissante des démunis, des pauvres et des exclus de la terre”* [4]. Un constat qui recueille facilement l’adhésion sans que celle-ci annonce pour autant un infléchissement par ailleurs souhaité de certaines politiques économiques : *“les mesures d’austérité imposées par le FMI ont entraîné l’abandon de nombreuses réformes sociales dans le domaine de la santé, du chômage et de l’éducation et mis ainsi un terme au processus même qui eût permis d’éviter une répétition future de la crise actuelle”* [5].

Le paradoxe majeur de cette mondialisation est quant à lui bien connu. Il peut se résumer en cet étonnement crédule face à la persistance de tant d’inégalités en une ère de progrès sans précédent dans l’histoire de l’humanité. Désarmante rationalisation du tragique et passive intériorisation de l’injustice. Ce comportement se passerait de commentaires n’était-ce de sa troublante récupération par les élites intéressées. Celles-ci prêchent patience, courage, efforts et espoir aux laissés-pour-compte du système cependant qu’elles admonestent les voix critiques qui s’élèvent au motif qu’elles menacent l’ordre établi ou s’enferment dans un discours contestataire désormais obsolète. Ce procédé

aujourd'hui fortement médiatisé n'est pas sans rappeler une certaine volonté d'endoctrinement au sens où en parle Noam Chomsky dans un article intitulé justement *The Manufacture of Consent* [6]. Un consentement, s'il en est un, qui tient de la pensée magique et qui interpelle les démocraties placées devant l'alternative que résume Paolo Freire en ces termes : "A chaque intellection correspond, tôt ou tard, une action. Une fois le défi perçu et compris par l'homme, celui-ci identifie les réponses possibles et agit. La nature de l'action correspond à celle de son analyse. La pensée critique induit une action critique; la pensée magique une réponse magique" [7].

Ces quelques réflexions nous amènent à nous interroger sur le procédé mis en oeuvre pour promouvoir et légitimer la mondialisation présentée arbitrairement par bon nombre de médias comme un fait accompli et irréversible. Une sorte d'invitation à rétrécir son champ de vision pour se concentrer sur cette nouvelle *modernité* présentée comme repère unique de la *réalité*. L'amalgame suggéré fait figure de conditionnement et ouvre la voie à des idiosyncrasies trompeuses. Cette *paralysie générale de l'analyse*, pour employer des termes frappants [8], risque de confiner la critique à des actions sans effets sur le cours des événements.

## Réalité et fantasme

La mondialisation de l'économie – ou du capitalisme *réellement existant*, pour employer une expression qui la qualifie mieux [9] – a besoin d'une nouvelle armée pour s'imposer. Aujourd'hui, les fabricants d'images sont devenus tout aussi efficaces que les régiments d'hier et les lieux médiatiques qu'ils investissent sont devenus les nouveaux champs de bataille. L'enjeu principal en cause est la mise en marché d'un dénominateur commun inventé en laboratoire. Le message publicitaire assurant

le succès de sa vente à l'échelle mondiale est basé sur quelques idées simples qui font la fortune de ses promoteurs. Premièrement, ce dénominateur est le symbole de la force de progrès dont l'homme est capable lorsqu'il se trouve en situation de produire en toute liberté; deuxièmement, il est un gage de prospérité pour les hommes qui le produisent et le consomment; enfin, il se prétend, à terme, accessible à tous sans discrimination aucune et ce, en toute conformité aux droits de l'homme tels que proclamés par la *communauté internationale*.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'idée *fonctionne*. Elle paraît tout à fait naturelle, étrangère à tout dogmatisme, empreinte d'un consentement universel à telle enseigne qu'elle finit par éveiller le soupçon tant elle s'impose par sa clarté abusive, pour employer des mots de Bachelard [10]. Ce système où tout a l'apparence du légitime et de la cohérence rappelle les enseignements les plus autoritaires qui forgent la pensée unique soutenue par des théories économiques qui, n'en déplaisent aux critiques les plus avisés, donnent l'impression de toujours savoir de quoi elles parlent [11].

La mondialisation, telle que légitimée et articulée pour qu'elle s'épande et s'enracine d'abord dans les esprits, est un des exemples les plus réussis de fabrication d'une réalité accessible et durable. Son pouvoir de conviction est tel qu'elle parvient à discréditer des États, des peuples ou des nations qui s'emploieraient à la remettre en question. Ses concepteurs et ses acteurs postulent a priori l'existence d'une réalité qui ne demande qu'à être cultivée. Ses effets peuvent dorénavant être évalués à l'aune d'un argumentaire standardisé qui justifie toutes les politiques d'ajustement structurel, par exemple, au motif de la nécessaire correction de l'écart à la *réalité*.

Dans son livre *Comment réussir à échouer*, Paul Watzlawick se consacre à illustrer ce processus au moyen duquel nous parvenons à créer nos propres

réalités. Au chapitre intitulé *Est-ce que c'est ça ?*, il en explique la dynamique en ayant recours à la description qu'en fait Ernst Glaserfeld : "la connaissance devient alors quelque chose que l'organisme construit dans le but de créer un ordre dans le flux de l'expérience – en tant que tel, informe – en établissant des expériences renouvelables, ainsi que des relations relativement fiables entre elles. Les possibilités de construire un tel ordre sont déterminées; et sans cesse limitées, par les précédentes étapes de la construction. Cela signifie que le monde réel se manifeste lui-même uniquement là où nos constructions échouent. Mais, dans la mesure où nous ne pouvons décrire et expliquer ces échecs que par les concepts mêmes dont nous nous sommes servis pour construire des structures défaillantes, ce processus ne fournit jamais l'image d'un monde que nous pourrions tenir pour responsable de leur échec" [12]. Telle est la situation devant laquelle l'on se trouve lorsque la réalité que nous tenons pour telle s'impose en s'inscrivant dans un système de croyances qui se confond avec la vérité.

Les médias dans leur ensemble paraissent faire peu de cas de l'artifice de la mondialisation qui projette comme *réalité* un nouveau visage du monde où triomphe le mythe d'une nouvelle union sans frontières [13] autour de la croissance. La grille de lecture est uniforme et, en dépit de nos quelques traits de culture différents, nous sommes montrés comme de plus en plus ressemblants. Le support médiatique participe ainsi au laminage des particularismes et propose en échange une architecture globale qui se substitue à celle d'hier, plurielle, et réduite à témoigner de la mémoire du passé. Les effets pervers de ce phénomène sont d'autre part récupérés par les voix de l'intolérance qui s'affirment désormais comme défenderesses légitimes du droit à la différence. A l'insécurité collective qui en résulte, ce faux usage de l'alibi culturaliste alimente la violence cependant qu'il suscite le faux amalgame laissant suggérer que toute revendication identitaire laisse la porte ouverte à la barbarie. En résumant souvent les conflits à des *guerres de clans*, à des *lutttes ethniques* ou à des *violences raciales* les

médias mondialisés ne font que renforcer ces perceptions qui font le jeu des extrémismes.

## Unité et diversité des réels

Pour s'imposer à l'échelle planétaire, la mondialisation s'appuie sur un système de représentation de la réalité incarné dans un modèle attractif symbolisant la réussite. Le mythe du *gagnant* se voit renforcé par la référence aux miracles, qu'ils soient *chilien, coréen* ou autre. Sa force centrifuge suggère également que la formule de cette réussite est applicable partout, faisant ainsi par définition l'économie des obstacles culturels et, par conséquent, des risques potentiels de sa subordination aux cultures singulières. L'exclusion de ces dernières du champ d'opération du mythe est la condition pour qu'il s'impose comme l'unique mode interprétatif autorisé de la réalité. L'imposition d'une vision *globale* des faits culturels permet ainsi l'arrimage au marché-monde dans une tentative d'éviter les antagonismes susceptibles de briser cette fausse unité. L'emprise du raisonnement économique sur la construction des nouvelles identités induit les mentalités à se fondre dans l'archétype du confort virtuel.

Mais cette uniformisation a provoqué un mouvement contraire qui est celui de la revendication des cultures à la singularité. Elle constitue à notre avis une réponse pour surmonter ce qu'Edgar Morin appelle "*les crises du sous-développement mental et moral propre à notre vision économique, technique, de l'idée de développement*" [14]. *Oui à l'unité, non à l'uniformité*, affirme-t-on à l'occasion de la proclamation de l'Année internationale de la tolérance par les Nations Unies [15]. Une volonté de réconcilier le mondial et le particulier marque l'effort de civiliser le progrès, de préserver la mémoire de l'avenir en facilitant

la coexistence, dans un cadre démocratique, de communautés aux identités multiples [16]. A l'heure de tous les fanatismes, cet appel n'est pas anodin. Il constitue d'abord un rejet de toute vision totalisante des rapports humains et, par conséquent, de toute exclusion de ceux-ci des centres de décision qui les concernent. Au plan des droits de l'homme, il marque sans ambiguïté la fonction essentielle du développement culturel dans la détermination des politiques économiques et des stratégies médiatiques qui les soutiennent dans nos sociétés du message. Loin d'un économisme récupérateur, culturellement maquillé pour séduire et tromper, l'affirmation des appartenances plurielles nous ramènent *aux réels* et nous invitent à repenser la mondialisation hors de ses schémas fictifs et mutilants. Il s'agit plus que d'une simple recherche de moyens d'adaptation à un libéralisme messianique [17], mais d'efforts à consentir pour s'appropriier son destin et se délester de son statut de sujet mondialisé.

## Un projet éducatif pour d'autres réels possibles

Les politiques scolaires sont devenues tributaires du processus de mondialisation en cours et orientent les finalités des programmes d'enseignement : *"Accroître la qualité de l'éducation – nous dit un représentant de la Banque mondiale – est une opération qui se place ouvertement sur le terrain de la concurrence, les bénéfices économiques étant élevés pour ceux qui réussissent le mieux"* [18].

L'investissement dans le *capital humain* est à l'ordre du jour. Les pratiques évaluatives développées dans de nombreux pays incitent à la performance dans des matières dont la maîtrise est devenue nécessaires pour alimenter les forces productives. A première vue, tout

paraît normal dans la mesure où l'on attend des systèmes éducatifs qu'ils contribuent à la meilleure intégration possible des jeunes à la vie active. Le problème, c'est que cette intégration ne semble réussir qu'à une minorité si l'on en juge par les taux élevés d'abandon scolaire et de l'absence de débouchés. D'autre part, ce modèle unique de réussite proposé impose dans les pays moins développés une dynamique scolaire qui fabrique des compétences dans une perspective de transferts divers : industriels, technologiques et culturels, notamment, et ce, souvent aux mêmes fins. Ces transferts restent déterminés par les impératifs du marché. Leur inadéquation aux structures d'accueil représente un facteur accru de dépendance aux politiques économiques du Nord, grand régulateur du développement [19]. Dans les deux cas par ailleurs, au Nord comme au Sud, la dépendance de l'école aux impératifs de la globalisation invite au mimétisme et menace l'autonomie des enseignants comme celles, bien entendu, des élèves. L'homogénéisation par l'éducation est le colonialisme des esprits. La question se pose dès lors de savoir si les propositions – nombreuses – qui visent à donner un autre sens à la mondialisation des rapports sociaux et économiques sont viables et annonceraient ce que l'on appellerait avec Miguel Abensour, *“Les noces de l'utopie et de la démocratie”* [20].

La première des réponses qui nous viennent à l'esprit consiste à récupérer la perte de sens de la citoyenneté à laquelle il convient désormais d'étendre la responsabilité à l'échelle planétaire. Dans le domaine de la formation des maîtres, des progrès s'enregistrent progressivement, mais restent largement insuffisants. Les contenus des programmes d'enseignement sont loin de toujours s'inspirer à cet égard des instruments internationaux ratifiés par les États. Plus de trente ans après la publication par l'Unesco d'un rapport qui reste d'actualité, le fait *“qu'il ne s'agit plus pour le citoyen de déléguer ses pouvoirs, mais de les exercer, à tous les niveaux de la vie sociale et à toutes les étapes de la vie”* [21] n'est pas

encore accompli. Cette citoyenneté en projet s'incarne dorénavant dans les réalités interculturelles des sociétés - monde que les moyens modernes de communication peuvent nous aider à comprendre et à accepter [22].

Cette citoyenneté en projet a besoin de l'école comme terrain d'apprentissage et de structures internationales renouvelées comme levier de diffusion. Les Etats se montrent souvent incapables de résister au rouleau compresseur de la mondialisation de l'économie et à la globalisation culturelle. En outre, les intérêts de leur dirigeants se confondent parfois avec elles et s'opposent aux revendications des exclus du système qui affirment leurs droits identitaires et réclament leur participation à la prise de décision. C'est dans ce contexte de tensions qu'oeuvrent les organisations internationales gouvernementales elles-mêmes dirigées - et même à l'occasion paralysées - par ces mêmes Etats aux intérêts souvent divergents. C'est à travers ces méandres des relations internationales que tend à s'affirmer l'idée d'un "parlement mondial" [23] au sein duquel serait assurée une représentation démocratique des gouvernements et des peuples. Ce pas vers une autre définition de la «réalité» ne vise pas à diminuer le pouvoir des Etats - par ailleurs fortement érodé - mais à promouvoir une tribune où les problèmes discutés et les solutions proposées refléteraient mieux l'intérêt général dans son expression universelle. La tâche est considérable et les mentalités sans doute insuffisamment préparées à assumer tout un ensemble de nouvelles responsabilités, d'autant que continue de régner sans réelle opposition à court terme cette "diplomatie de club" fortement installée au pouvoir et qui "écarte la majorité des peuples de la gestion des affaires..." [24].

Ce sont des raisons pour lesquelles le rôle de l'éducation prend toute son importance. La formation qu'elle offre en cette fin de siècle est en pleine mutation. On sait qu'elle devra passer d'un point à l'autre, mais l'on

ne sait pas encore vers quel point elle se dirige et, à fortiori, encore moins comment elle opérera ce passage. Ce que l'on sait par contre, c'est que la société extra-scolaire est menacée d'éclatement et qu'elle ne sait plus très bien quels points de repères offrir aux jeunes, sinon le mirage du profit et le culte de l'instant. A cette heure, autorisons-nous à demander à l'école non pas de simples ajustements de parcours, comme on en a pris l'habitude, mais une réflexion en profondeur sur les fondements de sa mission et de sa capacité à renforcer le lien social, fil conducteur d'une citoyenneté plurielle et planétaire. Sans doute est-ce là une piste à explorer pour ceux et celles qui, tout en reconnaissant les rapports économiques comme des *faits de cultures* inhérents à la socialité de l'homme, souhaitent en revanche que leur développement pour un mieux-être mondial soit désormais à visage humain. ■

## Notes

[1] Des valeurs à défendre, des changements à entreprendre. La justice sociale dans une économie qui se mondialise : un projet pour l'O.I.T. Rapport du directeur général, Genève, 1994. Première édition, p. 58.

[2] Mondialisation par le haut ou nouveau grand schisme? In : *Ordre et désordre dans le monde. Cahiers français. La documentation française*, n° 263, octobre-décembre 1993, p. 36.

[3] Jacques Decornoy : L'idéologie de la croissance et ses rêves boiteux. *Le Monde diplomatique*, mai 1994, p. 18.

[4] Le Groupe de Lisbonne : Les limites de la concurrence, Fondation Gulbenkian, Lisbonne, 1994, p.5. Voir aussi : Pour un nouveau contrat social mondial par Riccardo Petrella in : *Le Monde diplomatique*, juillet 1994, p.20.

[5] Guide pour NOTRE AVENIR A TOUS, le rapport de la Commission mondiale pour l'Environnement et le Développement, Commission mondiale pour l'Environnement et le Développement, Genève, 1987, p. 9.

[6] *Our Generation*, Volume 17, N° 1, 1986, pp. 85-106. En conclusion, l'auteur écrit : «For those who stubbornly seek freedom, there can be no more urgent task than to come to understand the mechanisms and practices of indoctrination. These are easy to perceive in the totalitarian societies, much less in the system of "brain-washing under freedom" to which we are subjected and which all too often we serve as willing or unwitting instrument».

[7] Traduction de la version anglaise : *Education for Critical Consciousness*, The Continuum Publishing Corporation, NY, 1982, p. 44. La version originale portugaise a pour titre : *Educação Como Prática da Liberdade*, Editora Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1969.

[8] Marc Ferro : Médias et intelligence du monde. *Le Monde diplomatique*, janvier 1993, p. 32.

[9] Voir : En réponse au chaos mondial de Samir Amin. Cifedhop, collection Thématique, Genève, juillet 1994.

[10] La formation de l'esprit scientifique. Vrin, Paris, 1970, p. 15.

[11] Dans *La quête inachevée*, Popper écrit : «...Il existe une infinité d'énoncés non triviaux et imprévisibles faisant partie du contenu informatif d'une théorie donnée quelconque, et une infinité exactement correspondante d'énoncés faisant partie de son contenu logique. Nous ne pouvons jamais, par conséquent, connaître ou comprendre toutes les implications d'une théorie, ni sa signification plénière.» Calmann-Lévy, Paris, 1981, p. 44..

[12] *Seuil*, Paris, 1986, pp. 109-110

- [13] Au nom de l'intégration capitaliste mondiale, «cyber-économie» et «cyberespace» exercent des effets conjugués sur la déterritorialisation des économies nationales. Voir : Qui contrôlera la cyber-économie? *Le Monde diplomatique*, février 1995, pp. 16-17.
- [14] Lire : Le savoir, clé du pouvoir? Un débat entre Edgar Morin et Alvin Toffler. *Libération*, 3 janvier 1994.
- [15] Unesco. Présentation de l'Année internationale de la tolérance.
- [16] Unesco. Consultation sur la préparation des Projets de plan à moyen terme pour 1996-2001. DG/14.1/94/26.
- [17] Le représentant américain au commerce, Mickey Cantor, écrivait dans le *Financial Times* que "Nous faisons tous partie d'une économie mondiale où les capitaux, comme la technologie, sont mobiles. La question n'est même plus de savoir si nous allons nous y adapter, mais comment nous allons le faire." Reproduit dans *Libération* du 8 novembre 1993, p. 6.
- [18] Stephen Heyneman : Rapport sur le financement de l'éducation. Document présenté lors du séminaire du Conseil de l'Europe sur l'Education : structures, politiques et stratégies, Strasbourg, 7-10 décembre 1993, CE.ED/CSCE(93), p. 17.
- [19] Pour les transferts en éducation, lire l'article de Michael Crossley : *Strategies for Curriculum Change and the Question of International Transfer*. *Journal of Curriculum Studies*, Vo. 16, N° 1-4, London & Philadelphia, 1984, pp. 76-88. Au plan des politiques technologiques et industrielles, voir : Les transferts internationaux de technologie par Claude Durand. *Sociologie du travail*, N° 2/92, Dunod, Paris, pp. 139-151.
- [20] Le pari de la démocratie. *Le Monde des débats*, janvier 1995, p. 2.
- [21] Apprendre à être. Unesco-Fayard, 1972, p. 173.
- [22] Il y a une quinzaine d'années déjà, le Bureau International de l'Education en appelait à la conciliation de l'universel et des particularismes à l'aide de finalités éducatives conséquentes. Universalité et spécificité des finalités de l'éducation par A. Bouhdiba. In : *Finalités de l'éducation*, BIE., 1981.
- [23] Cette idée est véhiculée depuis de nombreuses années par les Citoyens du Monde. Elle est également reprise, dans des contextes particuliers pour illustrer la nécessité d'un changement profond au plan de la direction des affaires internationales, notamment en ce qui concerne la sécurité collective. Voir à ce sujet : *Demain, la sécurité mondiale* par Maurice Bertrand. *Le Monde diplomatique*, mars 1994, p. 13. A lire également le chapitre *Fédérer la terre* du livre d'Edgar Morin et d'Anne Brigitte Kern intitulé *Terre-Patrie*, Seuil, Paris, 1993.
- [24] In : *Diplomatie de club et régulation internationale* par Marie-Clause Smouts. *L'État du monde 1995*, pp. 623-625.

## Références

- Abensour, Miguel : Le pari de la démocratie. Le Monde des débats, janvier 1995.
- Amin, Samir : En réponse au chaos mondial. Thématique, Cifedhop, Genève, juillet 1994.
- Bachelard, Gaston : La formation de l'esprit scientifique. J. Vrin, Paris, 1970.
- Bertrand, Maurice : Demain, la sécurité mondiale Le Monde diplomatique, mars 1994.
- Bureau international de l'éducation : Finalités de l'éducation. Unesco, Paris, 1981.
- Chomsky, Noam : The Manufacture of Consent. Harvard Educational Review, Vol. 17, N° 1, 1986.
- Commission mondiale pour l'environnement et le développement : Notre avenir à tous. Genève, 1987.
- Crossley, Michael : Strategies for Curriculum Change and the Question of International Transfer. Journal of Curriculum Studies, vol. 16, N° 1-4, 1984.
- Decornoy, Jacques : L'idéologie de la croissance et ses rêves boiteux. Le Monde diplomatique, mai 1994.
- Documentation française(La) : Ordre et désordre dans le monde. cahiers français, n° 263, Paris, octobre-décembre 1993.
- Ferro, Marc : Médias et intelligence du monde. Le Monde diplomatique, janvier 1993.
- Freire, Paolo : Education for Critical Consciousness. Continuum, New York, 1982.
- Groupe de Lisbonne(Le) : Les limites de la concurrence. Fondation Gulbenkian, Lisbonne, 1994.
- Heyneman, Stephen : Rapport sur le financement de l'éducation. Banque mondiale, 1993.
- Kant, Emmanuel : Réflexions sur l'éducation. J. Vrin, Paris, 1966.
- Kantor, Mickey : Prendre le train de l'Économie mondiale. Libération, 18 novembre 1993.
- Libération : Le savoir, clé du pouvoir? Un débat entre Edgar Morin et Alvin Toffler, 3 janvier 1994.
- Morin, Edgar et Anne Brigitte Kern : Terre-Patrie. Seuil, Paris, 1993.
- ONU : Recueil d'instruments internationaux, New York, 1988.
- ONU : Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques (1993).

Organisation internationale du Travail : Des valeurs à défendre, des changements à entreprendre. La justice dans une économie qui se mondialise. Genève, 1994.

Popper, Karl : La quête inachevée. Calmann-Lévy, Paris, 1981.

Quéau, Philippe : Qui contrôlera la cyber-économie ? Le Monde diplomatique, février 1995.

Smouts, Marie-Claude : Diplomatie de club et régulation internationale, in : L'Etat du monde 1995, La Découverte/Boréal, Montréal, 1994.

Unesco : Apprendre à être. Unesco-Fayard, 1972.

Unesco : Consultation sur la préparation des Projets à moyen terme pour 1996-2001. 1994.

Unesco : Documents de présentation de l'Année internationale de la tolérance.

UNESCO : Recommandation sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales (1974).

Watzlawick, Paul : Comment réussir à échouer, Seuil, Paris, 1988.



# Mondialisation et droits de l'homme

Perspectives et stratégies  
du point de vue  
de l'Amérique latine \*

par  
Abraham  
Magendzo

L'interprétation  
du phénomène

Le phénomène de la mondialisation se présente, en Amérique Latine, comme conflictuel et plein de contradictions. Nous faisons face, à vrai dire, à un sujet d'une grande complexité qu'il n'est pas possible d'aborder en termes de bien et de mal, d'avantages ou de désavantages, de *correct* ou *d'incorrect*, de raisonnable ou d'irrationnel. Ce qui paraît cependant indiscutable, c'est que nous ne pouvons pas nous désintéresser du sujet, qui s'installe de manière accélérée avec l'essor des moyens d'information qui ont touché l'industrie, les campagnes, les services, les communications, la culture, etc.; avec le développement des systèmes de production transnationaux vers lesquels nous sommes dirigés et même auxquels nous participons activement; avec

---

\* Traduit de l'espagnol

l'ouverture des marchés intérieurs et extérieurs; avec les traités de libre échange; avec les pactes régionaux; avec l'invasion des produits culturels; etc. Pour l'instant, du moins, il n'est pas certain que nous comprenions tous le terme de mondialisation de la même manière, que nous lui accordions la même valeur et que celle-ci se traduise dans nos vies quotidiennes de façons identiques.

## **Confiance et méfiance**

Il existe, en Amérique latine, des positions divergentes concernant la mondialisation. Certains soutiennent avec véhémence que ce processus est inévitable si nous voulons sortir de la pauvreté endémique dans laquelle nous nous trouvons; il faut ainsi le regarder de façon positive, avec prudence mais optimisme, pensant que nous sommes peut-être à la porte de l'avènement d'un ordre planétaire pacifique et démocratique dont a récemment parlé Francis Fukuyama [1]. Ce serait, dans cet esprit, dans le marché planétaire que nous trouverions les limites et les relations entre la culture et l'économie, que nous confronterions nos valeurs avec celles des autres et que nous soumettrions nos traditions à l'examen de certains principes universels tels que les droits de l'homme. Dans le même esprit, l'on fait remarquer qu'il existe des exemples probants dans les pays asiatiques qui démontrent que le fait de participer au marché planétaire ne signifie pas nécessairement l'écroulement et l'annihilation de la culture traditionnelle. Le Japon, la Corée de Sud, Hong-Kong et la Thaïlande prouvent de manière évidente que la civilisation industrielle peut se former non seulement sur les bases de la civilisation occidentale chrétienne mais aussi sur celles des cultures bouddhistes-confucianistes et qu'elle peut présenter diverses variantes culturelles, lesquelles constituent une synthèse des traditions autochtones et de la modernité industrielle universelle [2].

Ceux qui, de cette façon, acceptent sans restriction le marché planétaire et la compétitivité internationale comme unique voie vers le développement font remarquer que les choses n'ont pas la connotation alarmante et tragique que leur donne ceux qui s'opposent à ce modèle. Ils soutiennent que l'expérience démontre que la demande et la compétence s'exercent sur des biens qui augmentent la productivité du travail (pompes, moteurs, engrais chimiques, armements, etc.) ou des biens de consommation marginaux (cinéma, Coca-Cola, cigarillos) mais pas nécessairement sur des valeurs ou des traditions.

A l'autre extrême, il y a ceux qui observent avec beaucoup de méfiance et de scepticisme les percées de la mondialisation. En premier lieu, ils relient ce processus au néolibéralisme, signalant par là que, du point de vue latino-américain, nous sommes en présence d'une théorie de laboratoire développée dans les universités des Etats-Unis et propagée par le capital financier international dont les acteurs principaux sont le gouvernement américain, les fonctionnaires de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ils soutiennent qu'une théorie qui n'est pas fondée sur la réalité de nos pays est condamnée à l'échec, que le néolibéralisme n'est pas une théorie pour construire une société, en tout cas pas pour que celle-ci soit juste et stable. Sa logique interne d'accumulation veut que, par essence, du capital découlent de grands profits et qu'en le concentrant il donne lieu à de nouveaux investissements par lesquels découlent le développement économique, l'élévation de la fiscalité et son utilisation en programmes sociaux compensatoires. C'est pourquoi le néolibéralisme serait une théorie qui renforce les groupes économiques les plus puissants et produit dans ses effets les phénomènes de marginalisation et de déshumanisation [3].

Les opposants à la mondialisation affirment en outre que celle-ci n'est possible que par l'existence

d'institutions telles que marché et compétitivité. L'institution du marché, selon les termes de Luciano Pellini [4], est l'instrument de la *civilisation impérialiste qui ne connaît pas de frontières*. C'est une société dotée d'un grand potentiel radioactif, avec la capacité de s'étendre de toutes parts sur la planète entière. Le marché planétaire tend à soumettre à sa propre logique tout ce qu'il rencontre devant lui et à bouleverser les intérêts, les croyances, les institutions et les valeurs. Par conséquent, ce marché planétaire n'inclut pas seulement l'économie de marché par laquelle on attend que les sociétés s'autonomisent de l'Etat national pour participer au marché mondial, transnational et dans lequel les forces de l'offre et de la demande deviennent celles qui règlent les relations entre Etats. Le marché, c'est cela et bien plus encore. Au marché participent aussi, comme dans un seul bloc, l'économie avec ses relations de culture et de valeurs, les croyances, les traditions, les identités, les histoires.

Ceux qui soutiennent cette position disent que nous sommes témoins de l'apparition d'un ordre global fracturé; un ordre qui, pour être global, n'en est pas pour autant intégré, qui met chacun d'entre nous en contact avec les autres, mais qui, en même temps, maintient de profonds abîmes entre individus et groupes de personnes, qui génère d'énormes opportunités de progrès, mais qui, en revanche, met de côté une grande partie de l'humanité et lui interdit l'accès aux bénéfiques [5].

## Les droits de l'homme comme repère paradigmatique

Dans une position différente de celle à laquelle nous avons fait référence - c'est-à-dire de celle qui entend le marché mondialisant et compétitif dans les domaines

économique, technologique, des communications et de la culture comme la condition nécessaire au développement équitable de l'Amérique latine et de ceux qui doutent sérieusement des bontés messianiques que le modèle promet - se trouvent ceux qui pensent qu'il n'est pas d'ordre mondial intégré sans respect des droits de l'homme. De ce point de vue, nous acceptons que la participation au marché mondial soit une des conditions du développement de nos pays à la condition que celle-ci s'accompagne d'un contenu éthique qui va bien plus loin qu'une position purement économique.

Je pense que les droits de l'homme sont le paradigme éthique qui devrait accompagner la participation au marché mondial. Dans ce sens, je suis en accord avec *Pablo Salvat* quand il dit que les droits de l'homme sont une utopie à promouvoir et à façonner à différents niveaux et dans les différentes sphères de la société. Ainsi formulés, ils se présentent dans un cadre ethnico-politique qui sert de critique et d'orientation (réelle et symbolique) des différentes pratiques sociales (juridiques, économiques, éducatives, etc.) dans la lutte continue pour un ordre social plus juste et plus libre. Ils peuvent donc être considérés comme paradigmatiques, c'est-à-dire comme un modèle et/ou un critère exemplaire duquel nous pouvons lire notre histoire et notre avenir en tant que peuple [6].

Il est certain que le terrain d'analyse cesse d'être le pays pour devenir le monde. Dorénavant, n'importe quel pays ou entreprise qui veut se développer devra accepter que c'est l'économie mondiale qui commande et que les politiques économiques internes n'auront du succès que dans la mesure où elle peuvent atteindre une position compétitive sur le plan international. Cela est peut-être le fait le plus important et en tous cas le plus surprenant du changement économique mondial [7]. Précisément parce que nous reconnaissons cette situation, nous croyons fermement qu'il faut mettre des limites au marché

mondial et à la compétitivité internationale et leur poser des exigences d'universalité.

La Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) ainsi que les deux pactes, conventions et protocoles signés par les Etats qui font référence tant aux droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels, qu'aux dénommés droits des peuples sont des instruments précieux pour donner à la mondialisation un regard et des exigences éthiques.

On peut aussi citer à titre d'exemple tous les instruments internationaux qui mettent l'accent sur les droits sociaux des travailleurs (Charte internationale américaine des garanties sociales ou la Déclaration des droits sociaux des travailleurs (1947) sur les droits au bien-être, au progrès et au développement ; Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social (1969); Déclaration sur l'utilisation du progrès scientifique et technologique dans l'intérêt de la paix et au bénéfice de l'humanité (1975); Déclaration sur le droit au développement (1986) et sur les droits à la non-discrimination; Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1963); Convention sur l'égalité de rémunération et sur les droits à la culture; Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale et du droit à la culture (1966), etc.).

En passant en revue ces instruments, l'on peut conclure qu'il existe sur le plan des droits de l'homme un corps de normes juridiques, acceptées largement par les pays, et qui permettent non seulement d'exiger que les Etats les appliquent, mais surtout qu'ils les aident à faire du marché mondial un espace pour la compétitivité et la coopération dans le respect de la dignité humaine. En effet, à la lumière de ces instruments normatifs, il est possible et légitime de reconnaître qu'il existe des conditions éthiques et juridiques pour exiger des Etats

qu'ils rendent effectifs les droits qui sont intimement liés à la participation au marché mondial. Ainsi, par exemple, la Déclaration universelle des droits de l'homme précise à l'article 23 que *"quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante, lui assurant, ainsi qu'à sa famille, une existence conforme à la dignité humaine et qui sera complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale"*.

Par ailleurs, il faudrait pouvoir émettre des réserves concernant notamment les pays qui veulent participer au commerce international et qui, pour atteindre un niveau compétitif, violent de manière flagrante ce droit, en fermant les yeux sur les salaires avilissants et en ne reconnaissant pas les principes de base de protection sociale que sont les droits à la maternité, au repos, à la retraite, etc. Malheureusement, la plupart des pays d'Amérique latine tombent dans cette catégorie. Fransisco Sagasti et Gregorio Arévalo brossent un tableau pessimiste pour l'Amérique latine. Ces auteurs font remarquer que, si le revenu moyen par habitant de la région (qui a atteint 2000 dollars en 1990) poursuivait une croissance continue à un taux de 6% et si, dans le même temps, l'économie des pays de l'OCDE (dont le revenu moyen par habitant atteignait, en 1990, 19.500 dollars) poursuivait, elle, une croissance de 2%, il faudrait 60 ans pour que les pays d'Amérique latine atteignent le revenu moyen par habitant de l'OCDE. Plus modestement, il faudrait 40 ans pour atteindre celui de 1990 et 30 pour celui de 1965. Dans ce dernier cas, aux alentours de l'an 2020, l'Amérique latine aurait un niveau économique similaire à celui des pays industrialisés d'il y a un quart de siècle.

## **La question de la culture**

Le rapport à la culture est une préoccupation très forte qui existe quand on parle de mondialisation, en particulier dans le domaine de l'*industrie culturelle*.

Comme l'écrit Guillermo Bonfil : *"La question a une dimension qui transcende le terrain purement mercantile. Les industries de la culture ne peuvent être organisées avec les mêmes critères que celles de la vente de dessous féminins. Les produits de l'industrie de la culture transmettent des messages (de qualité ou non, ceci n'est pas le sujet); ces messages correspondent à des systèmes précis de signification, ils reflètent des hiérarchies de valeurs clairement établies et ils proposent des modes de vie et des manières de concevoir le monde qui expriment une culture particulière, définie, unique. Cette capacité de rendre explicite ces messages (en plus de définir les contenus implicites de toute œuvre humaine) confère aux produits de l'industrie de la culture une grande importance dans le type de relation qu'il y a entre sociétés de cultures différentes"* [8].

Récemment, face aux multiples contradictions que suscite la mondialisation, les instruments existants relatifs aux droits de l'homme, même s'ils ne dissipent pas toutes les tensions, éclairent le sujet. D'un côté, il est certain que les libertés d'opinion, d'expression et d'information sont - telles qu'elles sont exprimées dans la Déclaration sur les principes fondamentaux relatifs à la contribution des moyens de communication de masse au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre (UNESCO 1966) - une partie intégrante des droits de l'homme. Dans ce sens, participer à un marché mondial dans lequel est en jeu le *capital symbolique*, permettre et faciliter la libre circulation des idées et des valeurs alternatives n'est pas seulement inévitable, mais en accord avec une politique d'ouverture. De plus, les articles V et VII de la Déclaration des principes de coopération internationale (UNESCO 1966) stipulent que :

a) *" ... la coopération culturelle est un droit et un devoir de tous les peuples et de toutes les nations, lesquelles doivent partager leur savoir et leurs connaissances;*

b) ... *la diffusion large des idées et des connaissances, basée sur l'échange et une confrontation libre des idées, est essentielle pour l'activité créatrice, la recherche de la vérité et un développement juste de la personne humaine;*

c) ... *la coopération culturelle devra mettre en relief les idées et les valeurs les plus adéquates pour créer un climat d'amitié et de paix. Elle devra éviter toute marque d'hostilité dans les actes et dans les opinions. La diffusion et la présentation des informations devront leur garantir leur authenticité ”.*

Dans une société ouverte, le droit à la libre information et à la coopération culturelle ne devrait pas être limité afin de protéger d'autres droits comme celui, par exemple, de l'identité culturelle. Celui-ci sera préservé de manière bien plus juste en créant à l'intérieur de nos pays une culture de non-discrimination, de reconnaissance et de respect de la diversité culturelle. La négation de l'hétérogénéité culturelle, si propre à l'Amérique latine, est, à mon avis, une atteinte bien plus grave à l'identité culturelle que le courant d'idées et de valeurs provenant de la mondialisation de la culture. L'unique précaution qui devrait être prise dans le contexte du marché mondial de la culture est – dans la perspective des droits de l'homme et des diverses déclarations se rapportant à la prévention de la discrimination – de ne pas accepter, de condamner et d'empêcher toutes les idées discriminatoires qui prétendent justifier et qui incitent à la haine raciale, ethnique ou autre, ou à la supériorité d'ethnies sur d'autres, basées sur l'ethnocentrisme et la discrimination.

Je pense que l'incorporation à un ordre mondial requiert, avant tout, la capacité de reconnaître l'existence d'un *autre distinct*. Malheureusement, en Amérique latine, s'est transmis un schéma de significations et de représentations symboliques qui a communiqué, perpétué et développé officiellement un système de conceptions, de connaissances et d'attitudes devant la vie

qui correspondent à la culture des groupes culturellement dominants de la société. Par cela, on a occulté le caractère plurinational, pluriethnique, pluri religieux et multisocial de la réalité. Cette occultation, empreinte de dévalorisation des manifestations culturelles qui s'éloignent de manière organique du noyau homogénéisant, a engendré toutes sortes de préjugés qui se sont transformés à leur tour en discriminations profondément enracinées dans les esprits.

L'éducation a apporté, consciemment ou non, sa contribution à ce tissu chaque fois que, dans le cursus scolaire, une culture unique est reconnue officiellement. Incorporée dans les programmes et dans les textes d'études, cette culture est celle des secteurs qui possèdent – selon les termes de Bourdieu – le contrôle du capital symbolique. Ceux qui ne peuvent accéder à ce pouvoir, c'est-à-dire les groupes culturellement marginalisés, voire niés, n'ont qu'une mince – ou même aucune – représentativité dans ce cursus. En niant sa fonction de reproduction de la négation de l'autre, l'éducation n'a fait ainsi que renforcer cette même fonction.

## Quel développement ?

Un des instruments les plus complets et les plus pertinents sur le sujet de la mondialisation est la *Déclaration sur le droit au développement* (1986). Celle-ci décrit ce qui devrait être présent chaque fois que l'on parle de mondialisation, car elle conçoit le développement non seulement en termes économiques, mais aussi en termes sociaux, culturels et politiques. Dans cet instrument, il est de plus envisagé, sans équivoque, le fait que toute violation des droits de l'homme s'oppose au développement et constitue un sérieux obstacle à ce dernier. Nous ne devons pas oublier que les droits de l'homme sont indivisibles et interdépendants. Ainsi par exemple, même sous la promesse du développement économique qui

éventuellement pourrait découler de la participation au marché mondial, on ne pourrait accepter la violation du droit à jouir d'un environnement sain. Dans les schémas néolibéraux de certains pays d'Amérique latine, comme ce fut le cas au Chili durant la dictature militaire ou au Pérou après le coup d'Etat de Fujimori, il y a eu une tendance à se concentrer uniquement sur le développement économique au motif que les autres domaines se développeraient à sa suite.

Je voudrais m'attarder sur ce point, qui a été abordé tant à la Conférence sur l'Environnement et le Développement qui s'est tenue à Rio en janvier 1992 qu'à la Conférence mondiale des droits de l'homme des Nations Unies de 1993 [9]. La *Déclaration sur l'Environnement et le Développement* (199) est catégorique en affirmant que le droit au développement doit s'exercer et répondre de manière équitable aux nécessités du développement et au respect de l'environnement pour les générations présentes et futures (Principe n°3). Ainsi, l'approbation et l'insertion de la section sur le droit au développement comme droit de l'homme dans la Déclaration et Programme d'Action de Vienne (1993) ont constitué un pas important dans l'adoption du document lui-même. Significativement, la Déclaration de Vienne reprend (chapitre I. § 10-11 et chapitre II. § 72) les dispositions clés de la Déclaration sur le droit au développement de 1986. De plus, elle stipule, dans son premier chapitre que l'absence de développement ne pourra être invoqué pour justifier la privation des droits de l'homme internationalement reconnus (§ 19) et que "*le droit au développement doit être réalisé afin de satisfaire de manière équitable les nécessités de développement et de respect de l'environnement pour les générations présentes et futures*" (§ 11).

Dans le contexte de la mondialisation et de l'environnement, Jaime Ordóñez souligne, d'une part, que, aujourd'hui plus que jamais, le modèle industriel supranational et les relations de production de la société

mondiale – ainsi que les projections de sa qualité de vie – sont étroitement liés aux conditions de l’habitat humain et naturel et aux possibilités de maintien ou d’évolution du modèle de civilisation actuel et que, d’autre part, la société politique et ses diverses exigences juridiques, économiques et culturelles ne peuvent être séparées du milieu naturel dans lequel elles se développent et du cadre mondial qui leur est inhérent [10].

Quand on établit le lien entre développement et mondialisation, le problème de la pauvreté ressurgit avec force. Il existe, en effet, de sérieuses contradictions à prendre en compte devant un ordre mondial qui met chacun de nous en contact avec les autres et qui, en même temps, crée des fossés profonds entre individus et groupes de personnes, et qui génère d’énormes opportunités de progrès cependant qu’il écarte une grande partie de l’humanité de la jouissance de ses bénéfices. La crise de la modernité se manifeste par cette fracture [11]. Il n’est donc pas surprenant que les réunions de Rio et de Vienne mettent l’accent sur la relation qui existe entre le développement, les groupes vulnérables et la pauvreté. Nous pouvons dire que tout le processus de mondialisation, s’il se concentre à développer un ordre fracturé, perd sa raison d’être qui est l’éradication de la pauvreté comme partie indissociable d’une société mondiale respectueuse des droits de l’homme et de la dignité humaine.

## Education aux droits de l’homme et nouvel ordre mondial

Actuellement, on déduit une série de mandats et de mises au point méthodologiques pour l’éducation aux droits de l’homme que l’on peut exposer de la manière qui suit. Premièrement, cette éducation peut apporter une contribution substantielle et critique à la

complémentarité des objectifs stratégiques que préconise la CEPAL/UNESCO pour les systèmes d'éducation d'Amérique latine [12]. Ces organismes, qui influencent de manière décisive les politiques éducatives des Etats, ont signalé que *l'éducation - ainsi que la création et l'usage social des connaissances - est appelée à exprimer une nouvelle relation entre le développement et la démocratie. Elle doit opérer comme élément d'articulation entre les deux, en fonction de la participation du citoyen et de la croissance économique. De fait, les deux facteurs sont étroitement liés dans la phase actuelle de développement. L'expérience historique montre que, sans la participation du citoyen, il n'y a pas de possibilité de croissance économique soutenue. Mais cette expérience démontre aussi que la croissance et la compétitivité sont, à leur tour, la base économique qui rend possible l'exercice de la citoyenneté. La stratégie proposée se base sur l'hypothèse selon laquelle la réforme éducative, la mise sur pied et la diffusion du progrès technique contribuent à rendre compatible l'exercice de la citoyenneté, la participation et la solidarité, avec les exigences que pose la transformation de la production.*

On trouve, dans cette proposition stratégique, deux réalités distinctes. D'un côté, la réalité instrumentale, économiste, en accord avec l'objectif de compétitivité internationale et, de l'autre, une réalité axiologique, d'intégration et de communication qui est liée à la citoyenneté moderne. L'articulation entre les deux n'est pas tâche facile, car elles font appel à des valeurs et à des intérêts différents. L'éducation aux droits de l'homme permet cette articulation, car ceux-ci protègent et promeuvent le développement civique et économique des personnes et des communautés. Les droits de l'homme sont indivisibles, les droits civils et politiques, sociaux, économiques et culturels agissant les uns sur les autres.

Deuxièmement, il importe de faire comprendre aux étudiants la complexité du phénomène de la mondialisation en leur apprenant à faire face aux

tensions et aux conflits ethniques, spécialement dans le quotidien des individus, là où ceux-ci se confrontent avec leurs histoires, leurs projets personnels et collectifs. Il est également important que cette éducation aux droits de l'homme permette aux élèves de comprendre l'impact de cette nouvelle configuration mondiale sur leur vie, celle de leur famille et de leur communauté, ainsi que ses répercussions au niveau des valeurs et des droits que sont la liberté, l'égalité, la solidarité, la communication, etc. En d'autres mots, ce que nous sommes en train de suggérer c'est que, méthodologiquement parlant, les étudiants participent à l'examen critique de ces situations en référence à des enjeux propres au phénomène de la mondialisation au sein de la modernité [13].

Troisièmement, l'éducation aux droits de l'homme se doit de transmettre des connaissances solides relatives aux normes nationales et internationales. Il faut que les élèves acquièrent les connaissances et développent les aptitudes qui leur permettront de devenir des citoyens capables de réclamer leurs droits quand ceux-ci sont violés par la mondialisation et la modernisation. De plus, ils veilleront à tirer le meilleur parti possible de la mondialisation au bénéfice de leurs projets personnels et collectifs.

Nous pensons que l'éducation aux droits de l'homme, telle que nous la concevons, développera l'esprit critique, la communication, la résolution de problèmes, la prise de décisions en connaissance de cause, le respect mutuel des élèves. Toutes ces facultés sont importantes pour entrer dans un monde transnational avec *les yeux ouverts et le cœur bien disposé*.

En dernier lieu, soulignons l'importance de rendre les élèves capables de reconnaître *l'autre*. A mon avis, l'intégration des droits de l'homme dans l'éducation, par sa nature même, conduit, de manière incontournable, à mettre en évidence l'existence du phénomène de la discrimination dans les écoles. Le fait de nier et

d'occulter l'existence des partis pris au sein de l'école et de son enseignement constitue certainement un grand obstacle à la résolution des problèmes de discrimination. Au plan du discours pédagogique, on reconnaît le principe des différences individuelles et de l'hétérogénéité. Si on interrogeait les professeurs, les auteurs de manuels scolaires, ils diraient, probablement, qu'ils ne sont pas discriminatoires. On soutiendrait que les programmes d'étude sont élaborés sur le principe d'égalité. Pourtant, la réalité est toute différente. S'agissant du rôle que l'éducation aux droits de l'homme est appelée à jouer dans la formation des enfants et des adolescents capables d'être ouverts à l'autre, la tâche fondamentale réside dans la communication [13].

Pour les sociétés latino-américaines qui désirent consolider une démocratie fragile, s'ouvrir au monde et y participer, qui veulent distribuer le savoir dans l'égalité, l'éducation doit opérer des changements significatifs. Il est clair que la proposition de mettre l'éducation au service de l'ouverture économique et de l'entrée dans la société internationale a été formulée en de nombreuses occasions dans les discours de politique publique. On a insisté sur le fait qu'une économie moderne doit s'ouvrir au monde et que ceci passe par l'internationalisation des connaissances. Une éducation repliée sur elle-même, incapable d'être un outil pour la compréhension et la vie en commun dans une multiplicité de cultures rendrait cette tâche impossible.

Il n'est pas possible de pénétrer dans un ordre mondial et ouvert si nous n'avons pas la capacité de comprendre et de dialoguer sans partis pris ni méfiances avec des identités et des idiosyncrasies différentes des nôtres. Il existe une nécessité impérieuse de reconnaître l'autre dans sa culture, sa rationalité, son temps et son espace si l'on veut établir une communication économique. Cela ne passe pas, comme on l'entend parfois, seulement par la loi de l'offre et de la demande,

ni uniquement par l'amélioration de la qualité de nos produits, mais aussi en établissant une communication basée sur l'ouverture culturelle.

L'ouverture économique-culturelle permet d'accueillir des citoyens d'autres cultures et d'autres pays. L'éducation doit – et peut – établir les compétences de communication qui permettent le dialogue dans une confiance mutuelle avec les investisseurs, les spécialistes, mais aussi les immigrants qui vont arriver en plus grand nombre dans nos pays. Nous ne pouvons pas non plus dire que l'ouverture ne doit se faire que dans un sens, c'est-à-dire de nos pays vers le monde extérieur; elle doit aussi se faire du monde extérieur vers nos pays. Nous ne pouvons pas dire non plus que nous n'acceptons que la venue des investisseurs et des spécialistes et non celle des immigrants. Nous devons, comme l'on fait déjà d'autres pays, ouvrir nos portes. Ceci signifie un changement profond de nos attitudes. Le fait de favoriser l'intégration des élèves dans le faisceau des réalités des cultures nationales et internationales induit la capacité à comparer et à s'interroger sur sa propre culture et celle des autres. Il ne s'agit pas seulement de connaître le contenu des autres cultures, mais aussi – et surtout – de construire les logiques historiques, sociales, politiques et anthropologiques qui font et définissent la diversité culturelle. Dans cette perspective, il n'existe pas de culture meilleure ou moins bonne, plus ou moins développée, mais il y a des réalités distinctes pour se situer dans le monde.

L'Amérique latine est en train de consentir de grands efforts pour s'inscrire dans la modernité. La participation active au processus de mondialisation économique, technologique et culturelle est une composante centrale de la modernité. Nous avons lancé un avertissement, à savoir qu'il existe la crainte de s'inscrire dans l'ordre d'un monde fracturé qui augmenterait les problèmes chroniques de la pauvreté et de l'inégalité. La voie que nous privilégions est celle d'un ordre global intégré dans

lequel le respect des droits de l'homme constitue le pilier du développement moderne et le soutien éthique du processus de mondialisation. Dans cette perspective, l'éducation aux droits de l'homme a la responsabilité de former une génération capable de contribuer à la création de cet ordre mondial intégré.■

## Notes

[1] Voir : La fin de l'histoire et le dernier homme.

[2] Voir : Krysztof Gawlokowski, Guerra cultural o influencia recíproca? Revista Nueva Sociedad no 119, mai-juin 1992, Caracas, Venezuela.

[3] Carlos Estévez : Derechos humanos, Globalización y Desarrollo, in : Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo en América Latina, NOVIB, Bogotá, Colombie, 1993, p. 197.

[4] Luciano Pellini : La Guerra Cultural entre Oriente y Occidente, Revista Nueva Sociedad, N° 119, mai-juin 1992, Caracas, Venezuela.

[5] Les indicateurs économiques démontrent clairement les fractures dans cet ordre planétaire. En 1989, la moyenne du PNB par habitant des 35 pays aux revenus les plus bas était de 330 dollars alors que celui des 19 pays industrialisés de l'OCDE était de 19 090 dollars, soit plus de 55 fois supérieure.

[6] Pablo Salvat : Hacia una nueva racionalidad. La tarea de construir un paradigma basado en los Derechos Humanos. In : Abraham Magendzo(editor), Superando la Racionalidad instrumental? PIEE, Chili, 1992, p. 121.

[7] Peter Drucker : La cambiada economía mundial, Investigación económica, Facultad de Economía UNAN, N° 180, México, 1987.

[8] Voir : Dimensiones culturales del Tratado de libre Comercio in : Gilberto Guevara Niebla et Nestor Garcia Canclini, La educación y la cultura ante el TLC, Nexos Nueva Imagen, 2e édition, Mexico, 1994, pp.157-178.

[9] On trouvera une description très détaillée de ce sujet dans l'ouvrage édité par A.C. Trindade : Derechos Humanos, Desarrollo Sustentable y Medio Ambiente, IIDH, 1992. Voir aussi du même auteur : Relaciones entre el desarrollo sustentable y los derechos económicos sociales y culturales : desarrollos recientes, Antología Básica en Derechos Humanos, IIDH, 1994, pp. 269-293.

- [10] In :Derechos Humanos y globalización : Notas para una perspectiva holística y sistémica. Antonio Cansado, Derechos Humanos, Desarrollo Sustentable y Medio Ambiente, IIDH, 1992, pp.9- 162.
- [11] María A. Huerta et Luis Pacheco P. : Reflexiones sobre democratización y democracia participativa, Persona y Sociedad, Vol. VIII, n° 1-2, ILADES, Santiago, Chili, 1994, p. 86-116.
- [12] CEPAL/UNESCO : Educación y conocimiento : Eje de la transformación productiva con equidad, Santiago, Chili, 1992.
- [13] Jaime Ordoñez, op. cit.

## Références

- Cancado Trindade, A.C. : Derechos Humanos, Desarrollo Sustentable y Medio Ambiente, IIDH, 1992.
- Voir aussi du même auteur : Relaciones entre el desarrollo sustentable y los derechos económicos sociales y culturales : desarrollos recientes, Antología Básica en Derechos Humanos, IIDH, 1994. pp. 269-293.
- CEPAL/UNESCO : Educación y conocimiento : Eje de la transformación productiva con equidad, Santiago, 1992.
- Estévez, Carlos : Derechos humanos, Globalización y Desarrollo, in : Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo en América Latina, NOVIB, Bogota, 1993.
- Drucker, Peter : La cambiada economía mundial, Investigación económica, Facultad de Economía UNAN, N° 180, Mexico, 1987.
- Guevara Niebla, Gilberto et Nestor García Canclini : Dimensiones culturales del Tratado de libre comercio, in : La educación y la cultura ante el TLC, Nexos Nueva Imagen, 2e édition, Mexico, 1994.
- Fukiyama, Francis : La fin de l'histoire et le dernier homme, Flammarion, Paris, 1992.
- Gawlokowski, Krystof : Guerra cultural o influencia recíproca? Revista Nueva Sociedad no 119, mai-juin Caracas, 1992.
- Huerta, María A. et Luis Pacheco P. : Reflexiones sobre democratización y democracia participativa, Persona y Sociedad, Vol. VIII, n° 1-2, ILADES, Santiago, 1994.
- Magendzo, Abraham et Patricio Donoso : Diseño Curricular Problemático, PIIE, Santiago, 1992.
- ONU : Conférence mondiale sur l'Avenir pour tous, Rio, 1992.
- ONU : Congrès mondial sur les Droits de l'homme, Vienne, 1994.
- ONU : Etude des droits des personnes appartenant aux minorités ethniques, religieuses et linguistiques, New York, 1991.
- ONU : Recueil d'instruments internationaux, New York, 1988.

Ordoñez, Jaime : Derechos Humanos y globalización : Notas para una perspectiva holística y sistémica.

Pellini, Luciano : La Guerra Cultural entre Oriente y Occidente, Revista Nueva Sociedad, N° 119, mai-juin Caracas, 1992.

Salvat, Pablo : Hacia una nueva racionalidad. La tarea de construir un paradigma basado en los Derechos Humanos. In : Abraham Magendzo(editor), Superando la racionalidad instrumental? PIEE, Santiago, 1992.



# Mondialisation de la culture impériale

Jeunes  
face aux  
héros de l'écran

par  
**Diane Savard**  
et  
**Robert Cadotte**

L'alignement de l'ex-Union soviétique sur le capitalisme mondialisé a levé l'un des derniers obstacles qui s'opposaient à la prise de contrôle de la *culture internationale* par l'empire états-unien. Les modes qui naissent à Hollywood ou à New York envahissent la planète en un temps record. A coup de milliards de dollars et soi-disant au nom de la liberté d'expression et des droits de l'homme, la *culture impériale* est en train de laminer les particularismes culturels. L'évolution de cette *culture impériale* au cours des quinze dernières années a entraîné des modifications sociologiques importantes au Québec. Le cas de ce dernier permet d'imaginer ce qui s'en vient à grands pas en Europe ainsi que sur tous les continents.

Voisin des Etats-Unis, le Québec est un des premiers touchés par ce phénomène. Grâce à la cablo-distribution, les émissions de télévision en provenance du territoire états-unien sont transmises en direct dans la majorité des foyers québécois. Au moment où la télévision par

satellite commence à faire son entrée dans les foyers et où les États-Unis accentuent la pression pour libéraliser la libre circulation des produits culturels afin de pouvoir mieux exporter les leurs, le courant dominant de ces derniers mérite d'être examiné. Cet exercice permet en effet d'en prévoir le mieux possible les effets.

Par *courant dominant*, nous ne parlons pas de Mozart ni de Beethoven, mais plutôt de la *nourriture mentale* concrète de la jeunesse actuelle. En 1995, cette nourriture est d'abord consommée par le truchement du cinéma et de la télévision et non par le livre déclassé depuis déjà longtemps, tant aux États-Unis qu'au Québec. A ces véhicules culturels les plus populaires auprès des jeunes, il convient d'ajouter les jeux-vidéo, les vidéo-clips (musique), les jouets des tout-petits, les vêtements, les romans à l'eau-de-rose, le sport professionnel et, dans une moindre mesure, l'information nationale et internationale. Au nombre de ces *nourritures culturelles*, notre groupe de recherche s'est particulièrement attardé aux modèles de héros et d'héroïnes proposés à cette jeunesse.

## Des héros pour les petits garçons

Nos premières analyses ont porté sur les jouets et les dessins animés [1] destinés aux jeunes enfants de trois à dix ans. Ces deux domaines sont intimement liés. Les héros-jouets passent tous, à l'exception de *Barbie*, par le biais de dessins animés ou de films qui en font la mise en marché. Ces jouets sont exposés en début de chaque année à l'occasion de grandes foires destinées aux commerçants. Au Canada, la *Canadian Toy and Decoration Fair* se tient à Toronto. A New York, les diverses sociétés commerciales ont un centre d'exposition permanent.

Pour les petits garçons, les modèles suggérés sont, au plan idéologique, d'une uniformité déconcertante.

A titre d'exemples, voici quelques grands noms des huit dernières années : les robots *Transformers* qui se métamorphosent en véhicules et qui ont fait un malheur à la fin des années quatre-vingt; le héros *Musclor*, format *Rambo* en blond, tenant à la fois du conte de fée et de la science-fiction et qui se bat contre un personnage qui ressemble à un squelette (*Squelettor*); *Batman*, le héros anti-mafia connu de tous; les *Ninja*, ces tortues mutantes vivant dans les égouts d'une grande ville, grandes justicières et amateurs de karaté et de pizza (ce qui eut pour effet de faire augmenter la vente de pizza de la chaîne *Domino*, leur partenaire commercial); les *Power Ranger*, les rois de l'année 1994, personnifiant cinq adolescents – trois garçons et deux filles – qui se transforment en robots aux allures d'animaux préhistoriques [2]. Ils peuvent également unir leurs forces pour se transformer en robots encore plus puissants – *Megazord*, *Dragonzord* et *Titanus* – et créer celui doté de la puissance ultime : *Ultrazord*; la série *G.I. Joe* [3] qui célébrait en 1994 son 30e anniversaire. Par analogie, cette série est aux jouets pour les garçons ce que *Barbie* est aux jouets pour les filles. Déclassée successivement du premier rang, au début des années '80, par *Goldorak*, puis ensuite par *La guerre des étoiles*, les *Transformers*, *Batman*, les *Tortues Ninja* et, enfin, par *Power Ranger*, il n'en demeure pas moins que cette série demeure une valeur sûre puisqu'elle se classe régulièrement bonne deuxième.

Quel que soit l'angle sous lequel on les regarde, les scénarios de l'ensemble de ces dessins animés [4] et de ces héros-jouets se ressemblent tous : des héros, toujours en situations de conflit, recourant à la violence comme seule méthode efficace pour les résoudre. Certes, ces héros tenteront, au passage, de discuter, de négocier, mais ces efforts échoueront inlassablement face aux *méchants* de sorte que seule la violence [5] se voit justifiée au titre de seule et unique méthode d'extirpation du mal.

## Les héros du cinéma adulte

Les héros-jouets sont consommés dès l'âge de trois ans bien qu'à six ans déjà les enfants aient accès aux films de héros pour adultes [6]. Au cours des cinq dernières années, nous avons analysé les films les plus populaires auprès des jeunes. Pour sélectionner ces films, nous avons eu recours à deux méthodes.

D'une part, nous avons demandé à des élèves du primaire quels étaient leurs films préférés. D'autre part, nous avons identifié les *meilleurs vendeurs* dans les clubs-vidéo [7]. A l'exception de quelques comédies innocentes, les films les plus en demande sont classés pudiquement sous les rubriques *films d'action* (lire : films très violents) et *films d'horreur* [8]. A eux deux, ils totalisent la plupart du temps plus des deux tiers des films populaires disponibles. Dans le quartier pauvre où est situé notre siège social, la majorité des enfants de six ans et plus ont vu les films de *Rambo* et ils le considèrent comme un super-héros. Par ailleurs, plus de 90% des élèves de 10 - 11 ans que nous avons questionnés dans des classes de la banlieue de Montréal avaient vu le film très violent *Robocop II*. Une proportion aussi grande avait vu *Terminator II* (1991) et *Prédateur I. et II.* (1987 & 1991), films d'une extrême violence mettant en vedette *Arnold Schwarzenegger*.

Contrairement aux dessins animés pour les petits où l'on ne voit jamais de morts ni de sang, les films d'action pour *adultes* sont littéralement *peints en rouge*. Les macchabées y sont légion, la mort étalée avec force détails. Plus question qu'une balle tue simplement un quidam; désormais cette balle devra faire éclater l'individu en morceaux de manière à ce que des parcelles de cerveau de la victime s'étalent bien en vue sur un mur ou ailleurs. Pour le reste, ces films ne diffèrent guère des dessins animés pour enfants tant que, dans les deux cas, le simplisme y est de rigueur.

## Même scénario dans tout

Les jeux-vidéo, les vidéo-clips, les romans à l'eau-de-rose, les émissions sportives sont, à l'instar des dessins animés et des films, inspirés du même scénario. A ce sujet, au cours de ces cinq dernières années, nous avons fait l'analyse des jeux auxquels ont accès les jeunes, notamment dans ce que l'on appelle les arcades, c'est-à-dire ces salles de jeux où sont regroupés toute une série de jeux électroniques qui vont de la course automobile aux combats les plus sanglants entre titans. Résultat de notre enquête : les deux tiers aux trois quarts de ces jeux offrent un contenu violent [9]. Ces jeux reproduisent principalement les scénarios des interventions militaires des Etats-Unis et de la plupart des films d'action. C'est ainsi qu'en 1990, *MicroProse Software*, une société spécialisée dans la commercialisation des jeux-vidéo simulant des combats, a vu grimper ses ventes de 30% après avoir lancé sur le marché un simulacre de la Guerre du Golfe [10]. Dans ce jeu, des *F-15 Strike Eagle*, ces avions de combats de l'armée américaine, font sauter les puits de pétrole sous le feu de tanks et de missiles irakiens. La majorité des autres jeux sont de l'ordre de courses de véhicules variés. Une proportion importante de celles-ci a lieu dans les villes et sur les autoroutes. Dans l'un de ces jeux, par exemple, le joueur doit échapper aux policiers à sa poursuite sur des routes sinueuses, pour avoir enfreint le code de la route. Le gagnant est celui qui aura réussi à semer les policiers ! [11] Pour ce qui est des vidéo-clips, leur contenu est très souvent violent et sexiste [12]. Côté romans pour mâles [13], leur contenu se résume à "Un mélange de racisme à la façon des vieux James Bond, de violence à la Rambo et de philosophie du genre Oliver North. Point de héros langoureusement enlacés sur la page de couverture. Les ingrédients ont subi quelques modifications pour flatter les fantasmes du lecteur viril. Le héros - beau, grand, fort, l'air dur et décidé - étreint amoureusement ... son pistolet " [14].

Le sport professionnel, pour sa part, exerce une influence considérable sur les jeunes. Au Québec, c'est le hockey - véritable sport national - d'abord et tout de suite après le baseball qui sont les plus populaires. Le premier est reconnu pour sa violence par ailleurs fortement médiatisée à telle enseigne que le plus grand quotidien de Montréal consacrait récemment sa "une" entière à une photo illustrant un combat sur glace entre deux joueurs de la même équipe. Quelques pages plus loin, on y allait d'un commentaire de l'entraîneur de l'équipe au sujet de ce combat : "Parfait. Il était temps, ça commençait à être plate ! (ennuyant)".

S'agissant d'autre part de l'information nationale et internationale, retenons que les jeunes peuvent en subir l'influence et qu'en règle générale cette information va dans le même sens que celui des films d'action et des jeux vidéos. Plus souvent qu'à son tour, l'information internationale constitue une vaste opération de propagande destinée à justifier les interventions militaires impériales. Le cas de la guerre contre l'Irak est à ce chapitre un chef-d'oeuvre. En effet, les jeunes amateurs de jeux-vidéo ont été servis quotidiennement à souhait par le journal télévisé montrant, jour après jour, l'efficacité des fameuses armes *intelligentes* de l'armée américaine.

## Pour les filles, Barbie, l'héroïne impériale

L'industrie américaine du jouet nous fournit encore la trame générale en son modèle quasi-unique : *Barbie*. Et ce n'est pas parce que l'on ne tenta pas de la déloger du sommet du palmarès. *Hasbro*, le plus gros fabricant mondial de jouets, tenta le coup en mettant sur le marché la *meilleure rockeuse au monde* : *Gems*. Celle-ci devait constamment se défendre contre une vilaine rockeuse sans scrupule qui tenta de la surclasser au panthéon du

rock. Mais cette tentative de supplanter *Barbie* se solda par un échec relatif. De guerre lasse, *Hasbro* se mit, à partir de 1988, à copier *Barbie* en lançant sa concurrente : *Maxie*. De même taille que *Barbie* et tout aussi blondinette, elle peut porter les robes de sa rivale. Mais où est alors la différence? C'est que *Maxie* a 16 ans cependant que *Barbie* en a théoriquement 21. A seize ans, ont astucieusement pensé les psychologues au service de *Hasbro*, une jeune adolescente n'a pas de soucis financiers. Ce sont les parents qui assument les frais des belles toilettes et des extravagances. Mais à 21 ans, *Barbie*, devenue majeure, est censée tout payer de sa poche ! Mais pour *Barbie*, l'argent n'est pas un problème. Les seuls problèmes qu'elle éprouvera à l'occasion sont d'ordre existentiel, tel celui de savoir si elle laissera *Ken*, son faire-valoir, monter à bord de sa nouvelle voiture de luxe. Symbole du sexisme, *Barbie* n'aime pas les conflits ou plutôt, elle laisse le soin aux *G.I. Joes* de les régler à sa place, à la manière que l'on sait. *Barbie* se contentera de répondre aux attentes du *G.I.* stéréotypé : être belle et se taire.

En fait, tous les fabricants s'inspirent de *Barbie* dont l'année 1994 marquait le trente-cinquième anniversaire d'existence. La frénésie s'est même emparée des pays de l'Est. Lors de la session de formation de juillet 1994 du Cifedhop, des participants originaires de cette région ont d'ailleurs témoigné de l'engouement des parents face à cette nouvelle venue de l'Ouest. On fit cependant observer que, dans certains cas, l'achat de *Barbie* équivalait à une semaine de travail.

Dans le catalogue *Mattel* de 1994, *Barbie* occupe la moitié des 150 pages; on y présente ses 114 tenues vestimentaires, ses 50 paires de chaussures, sa luxueuse piscine, sa maison, son bateau de croisière, son mobil home, sa Porsche (remplaçant la Corvette devenue trop ordinaire), etc. Notons qu'il se vend annuellement près de 45 millions de poupées *Barbie* dans plus de cent pays pour un chiffre d'affaires estimé à 600 millions de dollars.

Il y a, d'autre part, des choses qui ne manquent pas de surprendre. Par exemple, en 1989–1990, l'UNICEF–USA concluait une entente avec *Mattel* pour produire une *Barbie-Unicef*. Pour chaque poupée vendue (à 40 dollars), un dollar était versé au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (section américaine). Vendue habituellement entre 7 et 20 dollars l'unité, le moins que l'on puisse dire, c'est que *Mattel* fit une très bonne affaire. L'attitude de L'UNICEF, par ailleurs, étonne. Il est, en effet, difficile d'accepter le fait qu'un des acteurs les plus importants dans le domaine de la défense des droits de l'enfant se soit associé avec une société dont on sait qu'elle a recours dans le monde à des enfants pour fabriquer ses poupées [15].

### **Des modèles pour les *plus vieilles***

Dans les films d'action et sauf exceptions, les femmes jouent le rôle de faire-valoir du héros mâle. Mais rares cependant sont les héroïnes de films d'action qui y jouent un rôle majeur. Dans *Batman* (1989), par exemple, *Vicky Vale* est censée être la meilleure photographe au monde. Mais finalement, elle n'utilisera jamais ses photos. Son rôle se résumera à jouer l'amante de *Batman*, à être kidnappée par le méchant *Joker* et à être sauvée par le bon *Batman*. Par ailleurs, de nouvelles tendances impriment désormais l'image de la femme au cinéma. Au cours des années '80, on observe l'entrée en scène de l'héroïne violente telle *Sigourney Weaver* dans *Alien* ou de *Bridget Fonda* dans *Sans retour*, le remake de *Nikita* de *Claude Besson*.

Au plan des jeux-vidéos, *Mario Bros* est un exemple type. Ce jeu met essentiellement en scène deux hommes devant affronter de multiples obstacles pour délivrer une princesse captive dans son château. Il peut arriver que les femmes aient un rôle plus actif à jouer, mais cela constitue l'exception. Ainsi, dans *Mortal Kombat*, les

adeptes de ce jeu peuvent choisir de s'identifier à une femme (Sonia) et à sept hommes. Ce genre d'héroïne, aussi meurtrière que ses vis-à-vis mâles, est cependant une nouveauté.

Pour ce qui est des romans de la collection *Harlequin*, nul besoin de s'étendre sur le sujet. Ses scénarios de renommée mondiale sont on ne peut plus *barbiesques*.

## En conclusion ...

Pour les garçons, les héros, constamment en conflit, ont recours à la violence et méprisent toute autre méthode de résolution des conflits. Ces héros sont *politiquement* interventionnistes à l'échelle planétaire et combattent tout ce que le monde comporte d'opposants à l'empire. Les héroïnes de cet empire, quant à elles, ne semblent pas être destinées à résoudre des conflits. Objets sexuels d'abord, mais surtout moteurs de la société de consommation, en particulier en ce qui concerne les produits de luxe.

La violence et le sexisme ne sont pas l'apanage des Etats-Unis, certes. Mais au plan culturel, ils constituent un fait éclatant dont on ne retrouve pas d'équivalents ailleurs. Ces personnages violents et sexistes sont élevés au rang de héros. La question n'est pas, bien entendu, de nier l'existence de conflits et l'importance de pouvoir les affronter. La vie en est pleine et il est normal et souhaitable d'apprendre aux jeunes à les résoudre. Le problème, c'est que les héros dont nous avons parlé plongent dans le manichéisme et la violence. Entre ces deux pôles, nul espace de médiation possible. Dans ce sens, ces héros se trouvent à l'opposé du respect, de la défense ainsi que de la promotion des droits de l'homme. Le rouleau compresseur de la culture de l'*Empire* est en marche. Pour ce faire, il dispose de deux outils : des

sommes considérables et une politique protectionniste à l'égard des productions culturelles étrangères. Face à cette situation, les petits pays – surtout – ont à réfléchir rapidement sur les stratégies à développer pour s'affirmer dans la différence. ■

## Notes

[1] Les jouets et les dessins animés sont souvent fabriqués ailleurs qu'aux États-Unis pour des raisons de coûts de production. Mais les modèles et leurs idéologies restent, quant à eux, américains.

[2] L'effet publicitaire du film de Spielberg, *Jurassic Park*, a incité presque tous les fabricants de jouets à «faire dans le dinosaure».

[3] *G.I. Joe* -«*A Real American Hero* » - incarne tout un bataillon de vaillants soldats américains qui combattent *Cobra*, un terroriste international. Au choix et selon les besoins de l'intervention impériale, l'on peut faire emprunter à *Cobra* les visages de Arafat, de Kadhafi, de Hussein.... Fait amusant s'il en est un, un conte de *G.I. Joe* publié en 1984 intitulé *Operation Sandstorm* et destiné aux enfants de trois ans et plus contient plusieurs des mythes qui ont été repris dans une version adulte en vue de justifier l'intervention armée contre l'Irak. A croire que les stratégies du Pentagone et de la C.I.A. n'échappent pas non plus à l'influence des contes de fées.

[4] Selon l'*International Coalition Against Violent Entertainment*(ICAVE), la moyenne de scènes de violence dans ces dessins animés était, selon les données de 1987, de 41 par heure. A cet égard, *G.I. Joe* remporte la palme avec une moyenne de 84 scènes d'agression à l'heure.

[5] Depuis 1987, lors de foires annuelles de jouets, nous n'avons pour ainsi dire pas vu de héros qui ne soient des héros de violence. L'on a bien vu apparaître, à un certain moment, des héros écologistes. Mais ceux-ci pratiquaient également la violence dans leur efforts en vue de neutraliser les pollueurs. Par ailleurs, des films pour adultes qui ont pour thème la défense de la nature, tel *Terres interdites (On Deadly Ground)*, mettant en vedette Steven Seagal et Michael Caine, ont recourus à des scènes de boucheries des plus sanglantes.

[6] Bien que la Régie(québécoise) du cinéma classe les films très violents comme ne devant pas être regardés par les moins de dix-huit ans, aucun règlement n'interdit la diffusion de ces films aux heures d'écoute familiale. Rien non plus n'empêche les clubs-vidéo de louer ces films aux jeunes enfants.

[7] Certains clubs-vidéo dressent une liste des films les plus populaires. Les clients qui auront regardé ces films à l'intérieur d'un délai de location de six heures bénéficieront d'un rabais.

[8] Une étude réalisée par le département de Communications de l'Université de Montréal (*Analyse de l'offre et de l'écoute*, 1990) révèle qu'en 1989-1990, les vidéocassettes les plus consommées par les élèves québécois du deuxième cycle du primaire ont été *Batman* et les films d'horreur de la série *Freddy*.

[9] Le parc d'attraction de la Ville de Montréal -*La Ronde*- faisait partie de l'échantillon; les jeux qu'il proposait au moment de notre enquête ne se distinguaient en rien de ceux mis en circulation par l'industrie privée.

[10] In : *La Presse*, 10 novembre 1990.

[11] Ces incitations simulées à enfreindre le code de la route ne semblent pas inquiéter les autorités. Par contre, dans la plupart de ces jeux, on y trouvera un avertissement de FBI incitant les «champions» à ne pas consommer de la drogue : «Winners don't take drugs!».

[12] Sur un «backpatch»(pièce de tissu cousu sur un vêtement) du groupe *Gun's and Roses*, on fait l'apologie d'un viol commis par le groupe comme étant une action hautement humoristique.

[13] La multinationale nord-américaine *Harlequin* édite depuis 25 ans ce genre de romans.

[14] Selon Julia Bettinotti, professeure de littérature à l'Université du Québec. Voir : *L'Actualité*, avril 1990.

[15] A la fin des années '70, Mattel s'installa dans la zone franche de Bataan, aux Philippines. Le salaire journalier était d'à peine un dollar cinquante pour 12 heures de travail. Pour plus de 90 %, le personnel était composé de jeunes filles et de jeunes femmes célibataires âgées de 15 à 22 ans. Réduites pratiquement à l'indigence, nombre d'entre elles devaient se prostituer. Leurs principaux clients étaient les soldats américains cantonnés à la base de Subic Bay, sise non loin de l'usine. Voir l'article intitulé : *Unicef et Barbie*, *La Presse*, 5 février 1990.

## Références

*L'Actualité* : avril 1990.

Savard, Diane, J. Champagne et G. Lachance : L'UNICEF et Barbie. La Presse, Montréal, 5 février 1990.

Université de Montréal, département de Communications : Analyse de l'offre et de l'écoute, 1990.

### Compléments bibliographiques

Carlander, Ingrid : La drogue des jeux vidéos. *Le Monde diplomatique*, novembre 1993, pp. 16-17.

Centre national de documentation pédagogique : L'éducation à la paix. Paris, 1993.

Frydman, Marcel : Télévision et violence. Publié en Belgique aux éditions EMPC/EMIS, 1992.

Genovés, Santiago : Expédition vers la violence. Unesco, *Fondo de cultura económica S.A. de C.V.*, Mexico, 1994(traduction française).

Hénaire, Jean : Ces vieux démons de la violence qui percent l'écran. In : *Ecole et paix*, bulletin de l'Association mondiale pour l'Ecole instrument de paix, Genève, décembre 1993, pp. 35-36.

O.N.U : Convention internationale relative aux droits de l'enfant (1989).

Pacijou : série de matériels pédagogiques sur l'éducation à la paix que l'on peut se procurer en écrivant à l'adresse suivante : 3582, rue Chambly, Montréal (QC), Canada.

Unesco : Le Manifeste de Séville sur la violence (1989).

Unesco : Violence et terreur dans les médias. Etudes et documents d'information n° 102.

# **CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION A L'ENSEIGNEMENT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA PAIX (CIFEDHOP)**

## **Fondation de droit suisse**

LE CIFEDHOP et la formation des formateurs...

### **son équipe**

Le Centre a une équipe pédagogique internationale (Belgique, Bénin, Bulgarie, Canada, Chili, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Guinée, Italie, Philippines, Portugal, Sénégal, Espagne, Royaume-Uni, Tunisie et Suisse) de formateurs et de chercheurs spécialisés dans l'éducation aux droits de l'homme et à la paix.

### **ses sessions**

Chaque année, le CIFEDHOP organise, à Genève, une Session internationale de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix pour les enseignants des écoles primaires, secondaires et professionnelles (trois sections linguistiques distinctes, anglais, français, espagnol). En collaboration avec les Nations Unies, l'UNESCO, le Conseil de l'Europe, les Ministères de l'éducation, les Syndicats et les ONG, le Centre organise des Sessions régionales et nationales.

### **ses publications**

Le CIFEDHOP publie une Collection thématique sur l'éducation aux droits de l'homme et à la paix.

## **Une Session internationale du CIFEDHOP (Genève)**



